

Ce que dit réellement *Mein Kampf*

**Texte établi et annoté par Thierry FERAL
à partir de la 17^e édition de 1943,
Zentralverlag der NSDAP,
Franz Eher Nachf., Munich, 784 pages**

**© Association Amoureux d'Art en Auvergne
Clermont-Ferrand / juin 2015**

Toute utilisation de cette traduction doit être dûment référencée

*Avant d'aborder la lecture de ce texte redoutable, nous
recommandons vivement celle de l'article
« Lire Mein Kampf d'Adolf Hitler »,
sur ce même site.*

Premier volume (1925)

Chap. 3 : Considérations politiques générales découlant de mon temps à Vienne

Section 2 : pages 100 – 137 de l'édition de référence

Telle fut la résultante idéologique de mes deux années de fréquentation du Parlement viennois.

Je n'y remis plus jamais les pieds.

Le principal mérite du régime parlementaire fut de contribuer à la déchéance — les dernières années de plus en plus alarmante — du vieil État habsbourgeois. Plus la prédominance de l'entité germanique se voyait ruinée par ses agissements, plus on tombait dans un système d'exacerbation des antagonismes entre nationalités. Au Conseil d'empire lui-même, c'étaient toujours les Allemands qui en faisaient les frais et à vrai dire, par voie de conséquence, en premier lieu l'empire ; car il était impossible, et ce dès le tournant du siècle, que même un parfait abruti ait été aveugle au fait que la force de cohésion de la monarchie n'était plus à même de conjurer les velléités séparatistes des nationalités.

Loin de là !

Plus les moyens dont disposait l'État pour subsister se faisaient dérisoires, plus il était voué au mépris général. Non seulement en Hongrie, mais également dans les différentes provinces slaves, on s'identifiait d'autant moins à la monarchie commune que sa déchéance n'était absolument pas ressentie comme un déshonneur

personnel. On se réjouissait même de ces symptômes de décrépitude ; on espérait plus de sa mort que de son rétablissement.

Au Parlement, la débâcle était encore endiguée par le biais de concessions humiliantes et en cédant au moindre chantage ; aux Allemands ensuite de payer la facture. Concernant le pays lui-même, on s'ingéniait à monter les différentes nationalités les unes contre les autres. Toutefois la tendance générale de l'évolution était marquée par la germanophobie. C'est surtout depuis que sa position d'héritier du trône avait commencé à conférer à l'archiduc François-Ferdinand une influence certaine¹ que la tchéquisation, mise en œuvre depuis le haut vers le bas, avait été résolument planifiée et organisée. Ce futur souverain de la double monarchie s'efforça par tous les moyens imaginables d'apporter son soutien à la dégermanisation en l'appuyant à titre personnel ou tout au moins en la couvrant. C'est ainsi que des localités purement allemandes furent, via la nomination des fonctionnaires d'État, progressivement mais inéluctablement poussées à franchir la redoutable frontière de l'imbroglio linguistique². Même en Basse-Autriche, ce processus se mit à monter en puissance et de nombreux Tchèques considéraient déjà Vienne comme leur métropole³.

L'idée maîtresse de ce nouveau Habsbourg, dont la famille ne parlait pratiquement que le tchèque (L'épouse de l'archiduc, une ancienne comtesse tchèque, s'était mariée morganatiquement avec le prince héritier du trône⁴ ; elle était issue d'un milieu où la germanophobie était de tradition), était de créer progressivement en Europe centrale un État slave qui serait basé sur un catholicisme très strict afin de servir de rempart contre la Russie orthodoxe⁵. Comme si souvent avec les Habsbourg, la religion se retrouvait mise au service d'une idée purement politique et qui plus est — en tout cas considérée du point de vue allemand — d'une idée désastreuse.

La conséquence en fut plus que déplorable à bien des égards.

Ni la Maison des Habsbourg ni l'Église catholique n'en tirèrent le bénéfice escompté.

Les Habsbourg perdirent leur trône, Rome perdit un grand État.

En effet, en faisant aussi intervenir le facteur religieux pour justifier ses intentions politiques, la couronne fit naître un esprit qu'elle n'avait à l'évidence pas envisagé de prime abord.

Sa tentative d'éradication à toute force de la germanité dans la vieille monarchie eut pour contre-offensive la naissance du mouvement pangermaniste en Autriche⁶.

¹ Donc à partir de 1889 ; neveu de l'empereur François-Joseph, François-Ferdinand avait été officiellement désigné par celui-ci comme son successeur suite au suicide de son fils unique, l'archiduc Rodolphe.

² Sur la question du purisme linguistique, voir Peter von Polenz, « Sprachpurismus und Nationalsozialismus », in *Germanistik – Eine deutsche Wissenschaft*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1967, pp. 113-165 ; cf. également T. Feral, *Le Nazisme : une culture ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 102-103.

³ Bordée au Nord par la Tchéquie et à l'Est par la Slovaquie, la Basse-Autriche (*Niederösterreich*) avait à l'époque Vienne pour capitale ; la ville était donc à la fois capitale d'empire et capitale régionale.

⁴ Il s'agit de la comtesse Sophie Chotek, fille d'un diplomate tchèque ; le mariage morganatique avec François-Ferdinand avait eu lieu en 1900 ; tous deux furent assassinés à Sarajevo le 28 juin 1914 par l'étudiant serbe et militant pour une Yougoslavie (= union des Slaves du Sud) indépendante, Gavrilo Princip.

⁵ Sur la personnalité et les projets de François-Ferdinand, voir l'excellent roman de Ludwig Winder, *Der Thronfolger*, Zurich, Humanitas, 1937 (réédition Vienne, Zsolnay, 2014).

⁶ Mouvement fondé par Georg von Schönerer (1842-1921) ; voir sans faute à son propos l'important article que lui a consacré Jacques Droz dans la revue *Austriaca*, n° spécial colloque de juin 1988, p. 39 sq.

Dans l'empire habsbourgeois des années quatre-vingt, le libéralisme manchestérien d'inspiration judaïque avait atteint sinon déjà dépassé son point culminant. Toutefois, la réaction à son encontre se manifesta — comme à tout propos dans la vieille Autriche — non pour des motivations sociales mais pour des motivations ethno-identitaires. L'instinct de conservation poussa⁷ la communauté allemande à organiser une résistance farouche. Ce n'est qu'en second lieu qu'intervinrent progressivement des considérations d'ordre économique dont l'influence allait être décisive. C'est ainsi que, de la gangue de la confusion politique générale, se dégagèrent deux formations politiques, l'une privilégiant l'optique ethno-nationale et l'autre l'optique sociale, mais toutes deux extrêmement intéressantes et pleines d'enseignements pour l'avenir⁸.

Après le déprimant épilogue de la guerre de 1866⁹, la Maison des Habsbourg envisagea de prendre sa revanche sur le champ de bataille. Seule la mort de l'empereur Maximilien du Mexique — dont l'expédition malheureuse fut imputée prioritairement à Napoléon III et dont l'abandon par le Français provoqua l'indignation générale¹⁰ — empêcha que ne se concrétise une alliance avec la France¹¹. Pour autant, la Maison d'Autriche se tenait aux aguets. Si la guerre de 1870/71 n'avait pas été un triomphe sans précédent¹², il est fort vraisemblable que la Cour de Vienne se serait risquée au jeu sanglant de la revanche de Sadowa. Mais lorsque tombèrent les premières nouvelles — étonnantes et à peine croyables, mais pourtant vraies — des faits d'arme héroïques sur les champs de bataille le « plus sage » des monarques prit conscience que l'heure n'était pas favorable et fit autant qu'il le put contre mauvaise fortune bon cœur.

Mais la lutte héroïque de ces deux années avait accompli un bien plus grand miracle ; en effet, ce revirement dans l'attitude des Habsbourg ne correspondit

⁷ « *zwang* » ; Hitler utilise ici le verbe *zwingen* dont Sigmund Freud s'est servi pour signifier qu'un sujet est poussé à accomplir une action par une force interne contraignante ; les psychanalystes traduisent le substantif *Zwang* par compulsion.

⁸ Cf. Baldur von Schirach, *J'ai cru en Hitler*, Paris, Plon, 1968 : « *Cet homme fondit en une deux idées qui, jusque-là, passaient pour aussi incompatibles que l'eau et le feu, le nationalisme et le socialisme. Beaucoup y virent la formule magique* » ; voir à ce propos T. Feral, *Le Nazisme : une culture ?*, op. cit., pp. 141-142 : « [...] *si effectivement Hitler a proposé comme idée force susceptible de s'ériger en révélation mystique pour l'ensemble de la communauté germanique la synthèse du nationalisme et du socialisme = national-socialisme, cela n'a pu se réaliser que sur la base d'un mythe unificateur : le racisme, avec à l'époque comme cible toute désignée : LE Juif, un concept dont on sait que, étant systématiquement défini par l'autre, l'extension fut illimitée.* »

⁹ En 1865, la Prusse et l'Autriche imposèrent au Danemark, par une campagne éclair, la cession du Slesvig qui revint à la Prusse et du Holstein qui revint à l'Autriche (*Convention de Gastein*) ; en 1866, sous prétexte d'une mauvaise gestion du Holstein par les Habsbourg, Bismarck exigea que le duché soit remis à la Prusse ce qui conduisit à une déclaration de guerre de l'Autriche ; le 3 juillet 1866, les Autrichiens furent vaincus à Sadowa (Königgrätz) ; Bismarck put alors organiser la *Confédération du Nord (Norddeutscher Bund)*, embryon du futur Reich.

¹⁰ 1832-1867, frère cadet de l'empereur François-Joseph, fait empereur du Mexique par Napoléon III en 1864 ; régnant grâce à l'appui des garnisons françaises, il fut lâché par la France en 1867 ; tombé aux mains des républicains mexicains, il fut condamné à mort et exécuté. Édouard Manet consacra plusieurs toiles à l'événement.

¹¹ Cf. Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, PUF, 2003, p. 58 : « Le rapprochement esquissé à partir de 1867 entre la France et l'Autriche et qui ne parvint pas jusqu'à une alliance véritable [...] entreten[ait] en Allemagne une crainte persistante de coalition ».

¹² Cette guerre de la Prusse — ralliée par les États d'Allemagne du Sud — contre la France dura un mois et demi ; vaincu à Sedan (2 septembre 1870), Napoléon III est déclaré déchu ; Bismarck peut achever son œuvre d'unification : le 18 janvier 1871, Guillaume 1^{er} est couronné Empereur allemand à Versailles et une *Constitution du Reich allemand (Verfassung des deutschen Reichs)* est adoptée le 16 avril ; en mai, la paix de Francfort fait de l'Alsace-Lorraine une « terre d'Empire » et astreint la France au paiement d'un tribut de cinq milliards de francs or en trois ans.

jamais à un élan du cœur mais aux contraintes inhérentes à la conjoncture. Par contre, la communauté allemande de l'ancienne Marche orientale¹³ fut quant à elle emportée par l'ivresse de la victoire du Reich et ressentit la plus profonde émotion en voyant le rêve de ses ancêtres ressusciter et être en voie de se matérialiser dans toute sa magnificence.

De fait, que l'on ne s'y trompe pas : l'Autrichien qui se sentait véritablement allemand avait également perçu dès cette heure en Königgrätz¹⁴ le prérequis, certes tragique mais néanmoins indispensable, de la restauration d'un Reich guéri du marasme putride dans lequel l'avait entraîné l'ancienne Confédération¹⁵ — et qui l'était effectivement. Il avait surtout pleinement réalisé à ses dépens que la Maison des Habsbourg était arrivée au terme de sa mission historique et qu'il appartenait donc au nouveau Reich de choisir comme empereur un personnage dont la tête serait digne de porter, du fait de ses convictions héroïques¹⁶, la « couronne rhénane »¹⁷. On comprendra dès lors à quel point on rendit grâce au destin d'avoir pris le parti d'investir le descendant d'une Maison¹⁸ ayant déjà en une époque trouble offert à la nation, en la personne de Frédéric le Grand¹⁹, un symbole-phare pour l'édification des générations futures.

Lorsque, après cette guerre glorieuse, la Maison des Habsbourg entreprit résolument d'exterminer lentement mais inexorablement (du fait que n'existait aucun doute quant à ses intimes convictions) la germanité de la double monarchie — tel devait être le résultat final de la politique de slavisation —, on vit s'enflammer au sein de cette communauté raciale vouée à l'anéantissement une résistance d'un type encore jamais vu dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine.

Pour la première fois, des hommes animés par des sentiments nationalistes et patriotiques entraient en rébellion.

¹³ Voir chap. 1, note 6.

¹⁴ L'autre nom de la bataille de Sadowa ; cf. note 9.

¹⁵ C'est-à-dire la *Confédération germanique* (*Deutscher Bund*, 1815-1866), union des États germaniques issue du Congrès de Vienne et présidée par l'empereur d'Autriche ; elle incluait des populations non germanophones.

¹⁶ « *heldisch* » ; tout comme « *heroisch* », l'adjectif désignait chez les nazis la disposition naturelle qu'auraient les êtres supérieurs à se mobiliser en une totale abnégation pour la régénérescence de leur communauté raciale populaire. Dans *Le Mythe du XX^e siècle* (1930), Alfred Rosenberg s'acharne à expliquer que cet « héroïsme » (*Heldenhaftigkeit*, *Heroismus*) en lutte contre le chaos causé par les autres « races » (« *Kampf mit den Werten andersrassischer Träger, bzw. mit den Gebilden des Völkerchaos* ») ne peut qu'être le fait du « sang nordique » (*nordisches Blut*) ; il cite notamment Frédéric le Grand et Bismarck ; cf. *Der Mythos des 20. Jahrhunderts*, Munich, Hoheneichen-Verlag, 1936, pp. 138 et 144.

¹⁷ C'est-à-dire la couronne du Saint Empire fabriquée dans un atelier de Rhénanie. Le Saint Empire avait été dirigé par des empereurs allemands (voir T. Feral, *Le national-socialisme*, Paris, Ellipses, 1999, pp. 27-28) avant de l'être par les Habsbourg à partir de 1440 ; à noter que la couronne qui servit pour l'intronisation de Guillaume I^{er} à Versailles le 18 janvier 1871 fut une copie, l'original étant entre les mains des Habsbourg ; elle avait été en outre épurée des symboles trop manifestement catholiques.

¹⁸ La Maison de Hohenzollern ; rois de Prusse depuis 1701, les Hohenzollern régnèrent en tant qu'empereurs de 1871 à 1918.

¹⁹ Frédéric II de Prusse, 1712-1876 ; il fut mythifié par la propagande nazie, notamment par deux films : *Les deux rois* (*Der alte und der junge König*) de Hans Steinhoff en 1935 et *Le grand roi* (*Der große König*) de Veit Harlan en 1942. Dans le film *Kolberg* — réalisé également par Veit Harlan et projeté pour la première fois le 30 janvier 1945 à Berlin et à La Rochelle (poche de résistance allemande jusqu'au 9 mai 1945) —, une scène fait dire à Napoléon planté devant le tombeau de Frédéric qui se trouvait alors dans l'Église de la Garnison à Potsdam : « *Frédéric le Grand, serais-je là si tu vivais encore ?* ». Pour une idée précise de la manière dont fut exploité le personnage de Frédéric le Grand à travers l'histoire allemande, je renvoie à l'excellent article de Rudolf von Augstein paru dans *Der Spiegel*, 32/1986 : « *Von Friedrich zu Hitler* ».

Une rébellion dirigée non pas contre la nation ni même contre l'État en soi, mais une rébellion contre un mode de gouvernance dont ils étaient convaincus qu'il conduirait fatalement à la disparition de leur ethnicité.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine, on assista à la rupture entre le patriotisme dynastique traditionnel et un patriotisme ethno-national inspiré par l'amour que l'on porte à sa communauté raciale.

C'est le grand mérite du mouvement pangermaniste austro-allemand des années quatre-vingt-dix d'avoir établi clairement et sans ambiguïté que l'autorité en charge de la gestion des affaires de l'État n'est en droit de réclamer respect et soutien d'une entité ethnique que si elle se soucie des intérêts de ladite entité ou tout au moins ne lui porte pas préjudice.

L'autorité étatique ne saurait être une fin en soi car dans ce cas toute tyrannie en ce monde serait inattaquable et sacrée²⁰.

Quand le gouvernement se sert de son potentiel pour mener une entité ethnique à sa ruine, alors toute personne appartenant à cette communauté raciale a non seulement le droit mais aussi le devoir d'entrer en rébellion.

Toutefois, la question de savoir quand le moment est venu d'en arriver là ne se règle pas par des discussions théoriques mais par l'emploi de la violence²¹ — et en gagnant le combat.

Sachant qu'il va de soi que tout pouvoir gouvernemental se revendique de son devoir de veiller à ce que l'autorité de l'État ne soit pas remise en cause — même si elle est nocive et trahit mille fois les intérêts d'une entité ethnique —, il est indispensable que, afin de vaincre un tel pouvoir pour conquérir sa liberté ou son indépendance, cette entité ethnique, répondant à l'appel de son instinct de conservation, utilise les mêmes armes que celles dont se sert l'adversaire pour tenter de se maintenir. En conséquence, elle livrera son combat par des moyens « légaux » tant que le pouvoir à abattre se servira lui aussi de moyens légaux ; mais elle ne reculera pas devant l'emploi de moyens illégaux si l'opresseur y a lui aussi recours.

D'une façon générale, il convient toutefois de ne jamais oublier que le but suprême de l'existence humaine n'est pas de maintenir un État ou quelque gouvernement, mais de préserver l'espèce.

Si celle-ci est en danger d'être opprimée voire éliminée, alors la question de la légalité ne joue plus qu'un rôle subalterne. Quand bien même le pouvoir ferait-il mille fois usage dans sa façon d'agir de soi-disant moyens légaux, c'est en tout état de cause l'instinct de conservation des opprimés qui est toujours la justification suprême de leur combat avec toutes les armes dont ils peuvent disposer.

²⁰ Cf. Schiller, *Guillaume Tell*, II/2 : « Non, la puissance de la tyrannie a des limites ; quand l'opprimé ne trouve plus de justice nulle part, quand son fardeau devient insupportable, il demande au ciel du courage et de la consolation ; il fait descendre l'éternelle justice qui réside là-haut, immuable et inébranlable comme les astres mêmes. Alors recommence l'ancien état de la nature, où l'homme luttait contre l'homme, et, pour dernière ressource, quand il n'en reste plus aucune autre, on saisit l'épée » (trad. *Théâtre de Schiller*, « Guillaume Tell », Paris, Charpentier, 1841) ; rappelons que Hitler connaissait bien cette pièce, découverte à 12 ans à Linz (voir *Ce que dit réellement Mein Kampf*, chap. 1, p. 11). Sur l'exploitation de Schiller par le troisième Reich, je renvoie à mon article « nazisme et manipulation culturelle. L'exemple de Schiller, Goethe et Hölderlin », in *Penser le nazisme*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 95-99.

²¹ Lors de son emprisonnement à Landsberg, Hitler a entendu parler par le général Karl Haushofer de la théorie de Georges Sorel concernant l'emploi de la violence en politique (la première traduction allemande des *Réflexions sur la violence* — Paris, Marcel Rivière, 1908 — ne parut qu'en 1928) ; Haushofer était entré en contact avec Hitler par l'intermédiaire de son ancien étudiant et « fils spirituel », Rudolf Heß, secrétaire du Führer à Landsberg et corédacteur de *Mein Kampf*.

C'est bel et bien en s'inspirant de cette règle qu'ont été sur cette terre livrés par les peuples les combats — restés dans l'histoire comme de magnifiques exemples — pour se libérer de l'oppression, qu'elle provienne de l'intérieur comme de l'extérieur. Le droit des hommes prime sur le droit de l'État.

Cependant, si une communauté raciale est vaincue dans son combat pour la conquête de ses droits, c'est que les balances des destinées²² ont jugé qu'elle ne pesait pas assez lourd pour jouir de la fortune de se perpétuer en ce monde terrestre. En effet, qui n'est pas prêt ou capable de lutter pour son existence, la Providence — avec son éternel sens de ce qui est juste — le condamne à disparaître.

Le monde n'a que faire des communautés raciales qui font montre de lâcheté.



À quel point il est facile pour une tyrannie de se draper dans le manteau d'une prétendue « légalité », c'est ce qu'a encore montré de la façon la plus claire et la plus prégnante l'exemple de l'Autriche.

Le pouvoir étatique légal s'appuyait alors sur le socle germanophobe du Parlement avec ses majorités non-allemandes — ainsi que sur la famille impériale, elle aussi hostile aux Allemands. C'étaient là les deux forces qui donnaient corps à l'autorité de l'État dans sa totalité. Il aurait donc été absurde de miser sur l'une ou sur l'autre pour tenter de changer le sort de la communauté austro-allemande. Par là même — à en s'en remettre à l'opinion de nos adorateurs de la sacro-sainte « voie légale » et de l'autorité étatique en soi —, il aurait fallu renoncer à toute résistance puisque celle-ci a nécessairement recours à des moyens illégaux. Mais voilà qui aurait irrémédiablement signifié la fin de la communauté raciale populaire allemande au sein de la monarchie — et ce en un temps record. Si la germanité a échappé à un tel sort, c'est à vrai dire uniquement parce que cet État s'est effondré.

Le théoricien lunetté préférerait à l'évidence mourir pour sa doctrine plutôt que pour sa communauté raciale.

Considérant que tout groupe humain commence par se donner des lois, il en déduit que c'est pour elles que l'homme existe²³.

D'avoir radicalement fait table rase de cette absurdité au grand effroi de tous les théoriciens dogmatiques et autres fétichistes de l'État, tel fut en son temps le mérite du mouvement pangermaniste autrichien.

Alors que les Habsbourg s'ingéniaient à persécuter la germanité, ce parti déclara une guerre que l'on peut qualifier d'impitoyable à l'« auguste » famille impériale en personne. Il fut le premier à procéder à un sondage en règle de cet État pourri et à ouvrir les yeux à des centaines de milliers de gens. C'est à lui que revient le mérite

²² Cf. Homère, *Illiade*, chant VIII : « Zeus déploie ses balances d'or ; il y place les deux destinées de la mort, sommeil éternel : d'un côté est celle des Troyens, de l'autre celle des Grecs belliqueux. Il saisit en l'élevant le milieu des balances. Le jour fatal aux Grecs est arrivé » (trad. J.-B. Dugas-Montbel, *Illiade*, tome 1, Paris, Didot, 1828).

²³ S'opposant violemment aux « théoriciens lunettés » de son époque, à savoir « les docteurs de la loi et les pharisiens » qui prétendaient qu'en toutes circonstances l'homme est fait pour la loi, Jésus affirmera toujours la priorité de l'homme sur la loi (cf. les épisodes sur la transgression du sabbat in *Évangile selon Saint Marc*, II/23-28 et *Évangile selon Saint Luc*, XIV, 1-7). Le fait que Hitler se soit vécu et ait été vécu comme le nouveau messie a été attesté à de multiples reprises : voir notamment Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital* (1936), dernière rééd. Paris, Libertalia, 2014, chap. 3 : « Mystique d'abord », et Victor Klemperer, *LTI – La langue du troisième Reich* (1946), Paris, Albin Michel, Agora-Pocket, 2003, chap. 18.

d'avoir libéré le magnifique concept de patriotisme de l'étreinte de cette triste dynastie.

Au début de son apparition sur la scène politique²⁴, le nombre de ses partisans fut extraordinairement élevé, menaçant même de prendre les proportions d'une avalanche. Cependant, ce fut un succès éphémère²⁵. À mon arrivée à Vienne²⁶, il y avait belle lurette que le mouvement avait été supplanté par le Parti chrétien-social²⁷ — entre-temps parvenu au pouvoir — et qu'il était pour ainsi dire devenu quantité négligeable.

Tout ce processus d'efflorescence puis de déliquescence du mouvement pangermaniste d'une part, et d'autre part de l'inouïe ascension du Parti chrétien-social, devint pour moi une référence classique d'études de la plus haute importance.

À mon arrivée à Vienne, c'est la mouvance pangermaniste qui bénéficiait de mon entière sympathie.

Que l'on ait eu le courage de crier « vivent les Hohenzollern » en pleine séance parlementaire, voilà qui m'impressionnait et également me réjouissait au plus haut point ; que l'on n'ait jamais cessé de considérer l'Autriche comme une simple province temporairement séparée du Reich allemand et que l'on n'ait jamais manqué la moindre occasion pour le proclamer haut et fort, voilà qui suscitait en moi une confiance pleine d'allégresse ; que pour toutes les questions concernant la germanité on ait joué cartes sur table et ne se soit en pour rien au monde laissé aller à des compromissions, voilà qui me semblait la seule voie possible pour sauver notre communauté raciale ; mais que le mouvement se soit ainsi effondré après avoir connu un essor aussi éclatant, ça je n'arrivais pas à le comprendre²⁸. Et encore moins pourquoi le Parti chrétien-social avait pu dans le même temps accéder à une puissance aussi considérable. Il était alors au sommet de sa gloire.

Tandis que je me lançai dans la comparaison des deux mouvements, c'est là encore le destin — stimulé par la triste situation dans laquelle je me trouvais par ailleurs à l'époque²⁹ — qui m'apporta le meilleur enseignement pour comprendre les tenants et les aboutissants de cette énigme.

²⁴ En 1882, date à laquelle les pangermanistes autrichiens (cf. note 6) avaient promulgué le « Programme de Linz » (*Linzer Programm*) dans lequel ils prônaient le rattachement au Reich allemand ; le rajout en 1885 par Schönerer de la clause 12 prônant l'exclusion des juifs de la vie publique provoqua une crise au sein du mouvement (cf. note 36).

²⁵ Schönerer cessera toute activité politique en 1907, mais son mouvement avait commencé à s'essouffler dès les années 1890.

²⁶ À la mi-février 1908.

²⁷ Dirigé depuis 1888 par Karl Lueger, maire de Vienne de 1895 à 1910 (voir *Ce que dit réellement Mein Kampf*, Premier vol. – Chap. 3 – Section 1, note 12) ; un an après la mort de Lueger, en 1911, le Parti chrétien-social est battu aux élections par le Parti social-démocrate.

²⁸ Cf. à ce Lionel Richard, *D'où vient Adolf Hitler ?*, Paris, Autrement, 2000, p. 99 : « Quand, dans *Mon combat*, [Hitler] cherche à savoir pourquoi Schönerer a été supplanté par Lueger [...], il omet une donnée essentielle : Schönerer a perdu la face en s'en prenant, par des actions de commando, à ce qu'il appelait « la presse juive ». Après sa condamnation à quatre mois de prison en 1888, pour trouble de l'ordre public, Lueger et le Parti chrétien-social se sont alors imposés. Les Viennois ont mis longtemps à pardonner à Schönerer son utilisation de la violence. Les nationaux-allemands n'ont pu se relever de ce discrédit, à Vienne, qu'à partir de 1917 ».

²⁹ On sait qu'à partir de novembre 1909 jusqu'à son départ pour Munich en mai 1913, Hitler connaîtra une période difficile, partageant la vie des miséreux dans différents foyers d'accueil ; l'épisode a été relaté par tous ses biographes avec des interprétations très variables ; pour ma part, je pense que c'est Adolf lui-même qui avait choisi de mener cette vie (cf. T. Feral, « Pourquoi Adolf Hitler ? Enquête sur l'irruption de la paranoïa dans l'Histoire », in *Penser le nazisme*, op. cit., pp. 40-47).

Il convient que je débute ma mise en balance en m'arrêtant sur les deux hommes qui ont fondé et dirigé les deux partis, à savoir Georg von Schönerer et le Docteur Karl Lueger³⁰.

Considérés d'un point de vue purement humain, ils se situent l'un comme l'autre à cent coudées au-dessus du cadre de compétence et de la stature de nos prétendues huiles parlementaires. Au milieu du borbier de la corruption politique généralisée, toute leur vie resta sans tache et irréprochable. Pourtant, si c'est au début le pangermaniste Schönerer qui bénéficia de ma sympathie personnelle, celle-ci commença peu à peu à se porter aussi sur le dirigeant chrétien-social.

En comparant leurs capacités, Schönerer me sembla immédiatement être le penseur le meilleur et le plus perspicace quant aux questions de principe. Il sut prévoir la fin inévitable de l'État autrichien avec une justesse et une lucidité sans égal. Si l'on avait daigné — notamment dans le Reich — prêter plus d'attention à ses avertissements à propos de la monarchie des Habsbourg, on aurait évité le malheur de la guerre mondiale de l'Allemagne contre toute l'Europe³¹.

Cependant, si Schönerer avait l'art de diagnostiquer les problèmes en en révélant la nature intrinsèque, il se trompait d'autant plus sur les hommes.

Or c'était là la grande force du Docteur Lueger.

Celui-ci possédait une rare connaissance des hommes et il se gardait bien de les considérer comme meilleurs qu'ils ne le sont en réalité. C'est pourquoi il tenait compte avec réalisme du contexte existentiel, alors que Schönerer n'y comprenait quasiment rien. Certes, tout ce que le pangermaniste pensait était juste sur le plan théorique, seulement il lui manquait la force et l'intelligence pour transmettre ses réflexions théoriques à la masse, autrement dit pour les mettre en forme de telle sorte qu'elles soient adaptées à la faculté d'assimilation du grand nombre, laquelle, disons le tout net, est et reste toujours limitée ; à ce titre, sa lucidité ne dépassa pas le stade de la sagesse prophétique et ne put dans la pratique jamais aboutir à un résultat concret.

Ce manque de connaissance effective des hommes allait par la suite le conduire à un jugement erroné sur la force des mouvements de masse ainsi que des institutions séculaires³².

Il est vrai que Schönerer a fini par réaliser qu'il s'agit là aussi d'une problématique idéologique mais sans comprendre que c'est toujours l'apanage des grandes masses populaires de se faire porteuses de telles convictions confinant à la religiosité.

Il ne vit malheureusement que dans une trop faible mesure combien la combativité du milieu dit « bourgeois » est extraordinairement limitée, ne serait-ce qu'en raison de sa position économique ; les individus qui en font partie redoutent d'y laisser trop de plumes, ce qui conséquemment renforce leur pusillanimité.

Pourtant une idéologie n'a en général de perspective de remporter la victoire que si la grande masse se déclare prête, en tant que porteuse de la nouvelle doctrine, à livrer le combat indispensable.

En outre, ce manque de compréhension de l'importance des couches populaires inférieures fut à la source d'une conception totalement insuffisante de la question sociale.

³⁰ Concernant ce titre de docteur, voir *Ce que dit réellement Mein Kampf*, Premier vol. – Chap. 2 – Section 2, note 57.

³¹ Pour curieuse que puisse paraître la phrase, c'est bien ce qu'écrit Hitler : « *das Unglück des Weltkrieges Deutschlands gegen ganz Europa* » ; concernant son affirmation, voir sur ce même site le texte de ma conférence sur « Le climat intellectuel en Allemagne à la veille de la Première Guerre mondiale ».

³² Cf. page suivante, les deux passages que j'ai soulignés.

Le Docteur Lueger était à l'antipode de Schönerer.

Sa solide connaissance des hommes lui permit aussi bien d'apprécier avec exactitude le potentiel qu'ils représentaient que de se garder de trop sous-estimer les institutions existantes, et même — sans doute justement pour cette raison — de savoir s'en servir comme d'un outil pour parvenir à ses fins.

Il comprit aussi on ne peut mieux que la pugnacité politique de la haute bourgeoisie était désormais tellement émoussée³³ qu'elle ne suffisait pas pour assurer la victoire à un grand mouvement novateur³⁴. Voilà pourquoi il fit porter l'essentiel de son activité politique sur la conquête des couches sociales dont l'existence était menacée, ce qui, loin de paralyser leur combativité, contribuait à la stimuler. Il ne se priva pas non plus d'utiliser tous les ressorts existants pour se concilier les bonnes grâces des institutions établies les plus influentes, et ce dans le but de parvenir à tirer de ces sources ancestrales de puissance le plus grand profit possible pour son propre mouvement.

C'est ainsi qu'il organisa son nouveau parti en s'appuyant en premier lieu sur la classe moyenne menacée de décadence et s'assura de cette manière le soutien d'une armada quasiment à toute épreuve de partisans prêts aux plus grands sacrifices et animés d'une pugnacité inébranlable. D'une infinie habileté dans ses rapports avec l'Église catholique, il réussit en peu de temps à embrigader le jeune clergé dans une mesure telle que le vieux Parti clérical se vit forcé d'évacuer le champ de bataille ou alors — ce qui fut beaucoup plus judicieux — de rejoindre le nouveau parti pour regagner peu à peu ses positions.

Mais s'en tenir là pour caractériser la personnalité de cet homme reviendrait à commettre à son égard une grave injustice. Car cet habile tacticien était aussi doté des qualités d'un réformateur véritablement grandiose et génial. Bien sûr, là encore, en se limitant à ce qu'une connaissance exacte des possibilités existantes ainsi que ses capacités personnelles lui permettaient de réaliser.

C'est en cela que résida sa faiblesse.

Ce qu'il a accompli comme maire de la ville de Vienne est immortel au meilleur sens du mot ; mais son action ne lui a pas permis de sauver la monarchie — il était trop tard.

En la matière, son adversaire Schönerer avait été plus clairvoyant.

Ce que le Docteur Lueger entreprenait de façon pratique réussissait fabuleusement ; ce qu'il en espérait resta lettre morte.

Ce que Schönerer voulait fut un échec, mais ce qu'il redoutait arriva malheureusement d'une façon terrible.

Ainsi ces deux hommes n'ont-ils pas atteint le but auquel ils voulaient parvenir. Lueger n'a plus été en mesure de sauver l'Autriche et Schönerer n'a plus été en mesure de préserver la communauté raciale allemande du déclin.

Il est infiniment instructif pour notre époque actuelle d'étudier les causes de la défaillance des deux partis. Cela sera particulièrement utile à mes amis³⁵ ; en effet, la

³³ Après l'échec de la révolution de 1848, la bourgeoisie s'était détournée de la vie politique pour se consacrer uniquement aux affaires ; voir à ce propos Jean Béranger, *L'Empire austro-hongrois : 1815-1818*, Paris, Colin, 2011, chap. 3.

³⁴ Le Parti chrétien-social avait été constitué par Lueger en 1893 à partir de tendances dissidentes de différents mouvements d'obédience catholique ; voir Reinhold Knoll, *Zur Tradition der Christlich-sozialen Partei : ihre Früh- und Entwicklungsgeschichte bis zu den Reichstagswahlen 1907*, Vienne, Böhlau, 1973.

³⁵ Hitler rédige son texte dans sa cellule de Landsberg ; la NSDAP étant interdite, sa continuité est provisoirement assurée par Alfred Rosenberg et Julius Streicher en Allemagne du Sud et par Albrecht

situation d'aujourd'hui étant à bien des égards analogue à ce qu'elle était alors, mes commentaires leur permettront d'éviter les bévues qui avaient autrefois conduit à la fin de l'un des mouvements et à la complète inefficacité de l'autre.

L'effondrement du mouvement pangermaniste en Autriche a eu à mes yeux trois causes :

Tout d'abord, une appréhension floue de l'importance de la question sociale, et ce justement pour un parti qui se voulait novateur et par essence révolutionnaire.

Du fait que Schönerer et ses partisans s'adressaient en premier lieu aux couches bourgeoises, il en résultait fatalement une ligne politique faite de modération et de civilité.

C'est surtout dans ses strates supérieures — même si la plupart des individus n'en n'ont pas conscience — que la bourgeoisie allemande est pacifiste jusqu'au complet reniement de soi-même quand il s'agit des affaires intérieures de la nation ou de l'État. Durant les bonnes périodes, entendons par là sous un bon gouvernement, une telle disposition d'esprit confère à ces strates une valeur inestimable pour l'État ; mais dans les périodes où le pouvoir est défaillant, elle cause de redoutables ravages. Pour qu'il lui soit possible de mener à bien un combat véritablement sérieux, il fallait que le mouvement pangermaniste se consacre prioritairement à la conquête des masses. Qu'il ne l'ait pas fait le priva d'emblée de l'impulsion élémentaire indispensable à pareille vague pour qu'elle ne reflue pas immédiatement.

Le nouveau parti qui fait fi de ce principe et ne le met pas en œuvre d'entrée de jeu ne trouvera jamais plus l'occasion de remédier à sa négligence. En effet, en admettant en son sein de très nombreux éléments issus de la bourgeoisie modérée, le mouvement doit désormais compter avec leur avis pour fixer sa ligne politique, ce qui lui ôte toute chance d'un soutien notable de la part des masses populaires. Par là même, un tel mouvement en est réduit à purement ergoter et critiquer. La foi plus ou moins quasi-religieuse, conjuguée à un sens du sacrifice du même ordre, lui fait irrémédiablement défaut ; il s'y substitue l'effort pour — par le biais d'une collaboration « positive », entendons l'acceptation du statu quo — atténuer progressivement la violence du combat et aboutir à une paix boiteuse.

Voilà ce qui s'est passé avec le mouvement pangermaniste parce qu'il n'avait pas d'emblée mis le paquet pour recruter ses partisans dans la grande masse. Il s'était rangé du côté de la « distinction bourgeoise » et du « radicalisme modéré »³⁶.

De cette erreur découla la deuxième cause de son rapide déclin.

Pour la germanité, la situation en Autriche était déjà désespérée à l'époque de l'entrée en scène du mouvement pangermaniste. D'année en année, le Parlement s'était de plus en plus érigé en un organisme d'anéantissement de la communauté raciale allemande. Il n'y avait pas d'autre recours, pour avoir éventuellement une petite chance de parvenir à la sauver, que d'éliminer cette institution.

Ainsi se posa au mouvement une question d'importance primordiale :

Von Graefe, Erich Ludendorff et Gregor Strasser en Allemagne du Nord ; cf. T. Feral, *Le « Nazisme » en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 61-71.

³⁶ Il ne fait guère de doute que Hitler met ici en cause l'influence qu'avaient exercée durant quelques années au sein du mouvement l'historien Heinrich Friedjung (1851-1920) et le médecin Victor Adler (1852-1918), tous deux fils de riches négociants juifs. Lorsque Schönerer proclama son antisémitisme, des divergences se manifestèrent dans le camp pangermaniste (cf. note 24) ; Friedjung et Adler rompront avec Schönerer ; pour sa part, Victor Adler fondera le Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ) ; voir Steven Beller, *Vienne et les juifs*, Paris, Nathan, 1991, pp. 162-169.

Fallait-il, pour détruire le Parlement, entrer au Parlement pour — comme on avait l'habitude de s'exprimer — « le saper de l'intérieur », ou valait-il mieux mener le combat contre cette institution en portant des attaques répétées de l'extérieur ?

On y entra et on en ressortit perdant.

Il faut cependant dire que l'on avait été forcé d'y entrer.

Mener le combat de l'extérieur contre une telle puissance exige que l'on soit armé d'un courage inébranlable, mais aussi que l'on soit prêt à d'infinis sacrifices. À prendre le taureau par les cornes, on reçoit nombre de coups sévères, on mord à maintes reprises la poussière pour peut-être un jour en ressortir avec les membres brisés, et ce n'est que suite à une telle lutte enragée que la victoire finira par appartenir à l'audacieux assaillant. Seule la grandeur des sacrifices gagnera à la cause de nouveaux combattants jusqu'à ce que la ténacité soit récompensée par le succès.

Mais pour cela, on a besoin des enfants des masses populaires³⁷.

Il n'y a qu'eux qui soient assez déterminés et coriaces³⁸ pour mener à bien ce combat jusqu'à son sanglant dénouement.

Or de cette grande masse, le mouvement pangermaniste n'en avait précisément pas la maîtrise ; partant, il ne lui restait pas d'autre solution que d'entrer au Parlement.

L'erreur serait de croire que cette décision aurait été le résultat d'un déchirement éprouvant ou ne serait-ce que d'une longue réflexion ; non, on n'envisagea aucune autre marche à suivre. La participation à cette aberration fut en vérité la cristallisation de conceptions générales confuses sur la signification et la résultante d'une telle implication dans une institution dont le principe même avait auparavant été dénoncé en tant qu'imposture. Globalement, on en attendait sans doute plus de facilités pour informer les masses populaires du fait que l'on aurait désormais la possibilité de s'exprimer devant le « forum de l'ensemble de la nation ». On considérait aussi comme une évidence que l'on obtiendrait des résultats bien plus probants en attaquant le mal à sa racine qu'en menant l'offensive de l'extérieur. On croyait que l'immunité parlementaire stimulerait l'audace de chaque représentant de la cause, ce qui par conséquent amplifierait la virulence de ses attaques.

Dans la réalité, les choses se passèrent d'une façon foncièrement différente.

Le forum devant lequel s'exprimaient les députés pangermanistes ne s'était pas accru mais plutôt amenuisé ; de fait, la parole de chacun n'est entendue que par le cercle de ceux qui assistent à sa prise de parole ou qui en prennent connaissance par le biais des comptes rendus qu'en donne la presse.

Ce n'est certainement pas l'hémicycle d'un parlement qui représente le forum susceptible de toucher en direct le plus grand nombre d'auditeurs, mais bel et bien le rassemblement populaire de masse.

Là se retrouvent en effet des milliers de gens venus dans le seul but d'écouter ce que l'orateur a à leur dire, alors qu'ils ne sont que quelques centaines dans l'hémicycle de la Chambre des députés, essentiellement préoccupés de toucher leur indemnité parlementaire et certainement pas de s'imprégner de l'éventuelle sagesse de tel ou tel « représentant du peuple ».

³⁷ La première cellule des Jeunesses hitlériennes sera créée dès mai 1922 ; on pourra consulter à ce propos Jean-Denis Lepage, *Hitler-Jugend / La Jeunesse hitlérienne, 1922-1945*, Paris, Grancher, 2004.

³⁸ « *zäh* » ; le mot se retrouvera dans le slogan des jeunesses hitlériennes : *zäh wie Leder* = coriace comme le cuir ; intéressant article à ce propos in François Roux, *Auriez-vous crié « Heil Hitler » ?*, Paris, Milo, 2011, « La jeunesse ».

Et surtout, on a invariablement à faire à ce même public qui n'évoluera jamais du fait qu'il lui manque, outre l'entendement, la volonté — aussi modeste soit-elle — qui est indispensable à cela³⁹.

Jamais on ne verra un seul de ces représentants du peuple déferer spontanément à une vérité supérieure pour se mettre ensuite à son service. Non, aucun d'eux ne le fera, sauf s'il a quelque raison d'espérer que sa volte-face lui permettra de sauver son mandat pour une nouvelle législature. Ce n'est donc qu'au moment où les prochaines élections commencent à sentir mauvais pour le parti dont ils ont jusque-là été membres que ces parangons de bravoure virile⁴⁰ vont se mettre à rechercher dans quelles conditions il va leur être possible de rallier un autre parti ou une autre ligne politique dont ils supputent que les résultats électoraux seront meilleurs, cette mutation advenant rituellement et bien entendu sous un déluge de justifications morales. C'est pourquoi on assiste toujours à la même scène dès lors qu'un parti établi apparaît comme étant tombé sous le coup d'un discrédit populaire d'une ampleur telle qu'il se retrouve menacé par la plausibilité d'une défaite écrasante ; une grande migration s'amorce : les rats parlementaires quittent le navire de leur parti.

Toutefois cela ne relève en rien d'une prise de conscience ou de la volonté de mieux faire, mais uniquement de ce don de clairvoyance qui alerte juste à temps ce genre de punaises parlementaires et les pousse à se glisser dans les draps chauds d'un autre parti.

Parler devant un pareil « forum » revient sans l'ombre d'un doute à jeter des perles devant certains animaux de funeste réputation⁴¹. Cela ne vaut franchement pas la peine ! Autant donner des coups d'épée dans l'eau !

Et c'est ce qui se passa. Les députés pangermanistes avaient beau s'égosiller, c'était en pure perte.

La presse pour sa part passait leurs prises de parole sous silence ou alors les charcutait à un tel point que leur logique argumentaire voire même souvent leur signification profonde s'en trouvaient falsifiées sinon complètement gommées, ce qui ne pouvait que donner à l'opinion publique une très mauvaise image des intentions du nouveau mouvement. Ce que l'un ou l'autre des orateurs avait dit n'avait absolument aucune importance : ce qui importait, c'est ce que l'on pouvait en lire. Mais il ne s'agissait que de fragments de l'intervention qui, vu le charcutage subi, ne

³⁹ De nouveau le lexique schopenhauerien ; cf. *Ce que dit réellement Mein Kampf*, premier vol., chap. 2, section 1, p. 6, note 15.

⁴⁰ « *diese Zierden von Mannhaftigkeit* » ; « suivre le Führer avec une indéfectible bravoure virile » (*mannhaft dem Führer folgen*) sera un leitmotiv de la propagande nationale-socialiste dans le cadre de la « guerre totale » (*totaler Krieg*, cf. T. Feral, *Le « Nazisme » en dates, op. cit.*, pp. 388-410) ; se soustraire à son devoir de bravoure virile sera considéré comme un crime et puni en tant que tel ; l'argument sera utilisé par le président de la Cour de justice de la communauté raciale populaire (*Volksgeschichtshof*, cf. T. Feral, *Justice et nazisme*, Paris, L'Harmattan, 1997), Roland Freisler, lors des procès qui feront suite à la tentative de putsch contre Hitler du 20 juillet 1944 (« *Statt mannhaft wie das ganze deutsche Volk dem Führer folgend unseren Sieg zu erkämpfen, verrieten sie [...]. Sie werden mit dem Tode bestraft* » / *Au lieu lutter pour la victoire en suivant le Führer avec une indéfectible bravoure virile à l'instar de l'ensemble de la communauté raciale populaire allemande, ils ont trahi [...]. Ils sont condamnés à la peine capitale*).

⁴¹ cf. *Évangile selon Saint Matthieu*, VIII/6 : « *Ne donnez pas les choses saintes aux chiens et ne jetez pas vos perles devant les porceaux de peur qu'ils ne les foulent aux pieds et que, se retournant, ils ne vous déchirent* ». L'interprétation classique est qu'il ne sert à rien de faire des sermons à des individus irrécupérables, chiens et porceaux symbolisant tous ceux qui se refusent à suivre la parole divine (à l'époque de Jésus, les chiens étaient sauvages ; ils s'attaquaient aux humains et dévoraient les cadavres. Le porc était l'animal impur par excellence ; sa prédilection à se vautrer dans la fange le faisait considérer comme porteur de graves maladies).

pouvaient que paraître insensés — exactement ce que souhaitait la presse. Qui plus est, le seul forum devant lequel les pangermanistes s'exprimaient véritablement comptait à peine cinq cents parlementaires, et cela en dit suffisamment long.

Mais voici le pire :

Pour espérer réussir, il fallait que le mouvement pangermaniste se mette d'entrée de jeu dans la tête qu'il ne s'agissait pas tant pour lui de se présenter comme un nouveau parti que d'incarner une nouvelle conception du monde, seule en mesure de catalyser les énergies qui permettraient de mener ce combat titanesque. Mais pour ce faire, encore faut-il que les chefs soient dotés d'une personnalité d'exception et d'un courage hors pair.

Si le combat pour imposer une nouvelle conception du monde n'a pas pour meneurs des héros prêts à se sacrifier, il n'existera bientôt plus de combattants prêts à braver la mort. En la circonstance, celui qui se bat en ne pensant qu'à sa propre existence n'a pas grand-chose à offrir à la communauté.

Toutefois, pour que ce paramètre essentiel ne reste pas à l'état de vœu pieux, il est impératif que chacun sache que le nouveau mouvement n'a dans l'immédiat rien à lui offrir sinon la perspective d'être honoré et glorifié par la postérité. Plus un mouvement est susceptible d'attribuer des postes et des emplois d'accès facile, plus il voit affluer vers lui les médiocres ; tant et si bien que ces tâcherons politiques finissent par tellement pulluler dans le parti que le vieux militant intègre ne reconnaît absolument plus son ancien mouvement, d'autant que les nouveaux venus ne se privent pas de l'écartier en tant qu'enquiquineur « totalement dépassé ». C'en est dès lors fini de la « mission » que s'était originellement fixée le parti.

Dès l'instant où le mouvement pangermaniste se parlementarisa, il obtint comme de juste, au lieu de chefs et de militants, des « parlementaires ». Il tomba au niveau d'un vulgaire parti politique sans lendemain et n'eut plus la force de s'opposer à l'hostilité du sort quitte à endurer le martyre. Plutôt que de lutter, il apprit lui-aussi à « discourir » et à « négocier ». Il ne fallut pas longtemps au nouveau parlementaire pour estimer que c'était un devoir bien plus honorable — parce que bien moins risqué ! — de défendre la nouvelle conception du monde en se servant de l'arsenal « intellectuel » de la rhétorique parlementaire que de se lancer — au besoin au péril de sa propre vie — dans un combat dont l'issue était incertaine et qui de toute façon ne rapporterait rien.

Vu que l'on siégeait désormais au Parlement, les partisans à l'extérieur se prirent à espérer et à escompter des miracles qui évidemment ne se produisirent jamais et qui au reste ne pouvaient absolument pas se produire. C'est pourquoi on ne tarda pas à s'impatienter ; d'autant que ce qu'on entendait dire de ces députés qu'on avait plébiscités ne correspondait en rien à ce qu'on en avait attendu en tant qu'électeur. Ce qui était parfaitement compréhensible sachant que la presse faisait assaut de malveillance pour populariser une image mensongère de l'action des élus pangermanistes.

Cependant, plus les nouveaux représentants du peuple prenaient goût à la forme passablement édulcorée de la lutte « révolutionnaire » telle qu'elle se pratiquait au Parlement et dans les Conseils régionaux, plus ils étaient réticents à retourner sur le terrain beaucoup plus périlleux de la propagande de masse.

Voilà pourquoi on accorda de moins en moins d'importance à la manifestation de masse, pourtant l'unique moyen pour avoir un impact réellement efficace sur les individus du fait du contact direct qui s'établit alors avec eux et pour, par là même, parvenir à exercer un ascendant sur de larges foules.

Une fois qu'on eut définitivement remplacé la tribune improvisée des brasseries où on organisait les réunions par la tribune du Parlement — forum d'où on déversait sa rhétorique dans les caboches des soi-disant « élus » du peuple au lieu de s'adresser au peuple lui-même —, le mouvement pangermaniste cessa d'être un mouvement populaire et ne tarda pas à se résumer à un club plus ou moins crédible de discussions académiques.

La mauvaise impression médiatisée par la presse ne fut de ce fait absolument plus corrigée par l'action personnelle qu'aurait pu exercer chaque député en organisant des réunions publiques, si bien que le vocable « pangermaniste » finit par être complètement déconsidéré aux yeux des masses.

Car il faut bien qu'ils se le disent, tous ces chevaliers d'industrie ès lettres et autres snobinards d'aujourd'hui : les plus grandes révolutions conduites en ce monde n'ont jamais été le fait des plumitifs⁴² !

Non, la plume n'a jamais servi qu'à en fournir la justification théorique⁴³.

De fait, l'unique puissance à avoir de toute éternité déclenché les grandes avalanches historiques d'ordre religieux ou politique a été le pouvoir magique du verbe.

Il n'y a que l'impétuosité de la parole pour envoûter la grande masse d'un peuple. Mais tous les grands mouvements sont des mobilisations populaires, des éruptions volcaniques de passions humaines et d'états d'âme, provoquées soit par la cruelle déesse de la misère, soit par le brandon de la parole projeté au sein des masses ; ils ne sont en aucun cas le fait de littérateurs et de mondains esthétisants tout juste bons à éjaculer de la limonade⁴⁴.

Seule une tempête de brûlante passion est à même de changer le cours de la destinée des peuples ; toutefois, seul parvient à susciter cette passion celui dont l'âme en est pénétrée.

C'est elle, et uniquement elle, qui inspire à celui qu'elle a élu les mots qui, tels des coups de marteau⁴⁵, enfoncent les portes qui conduisent au cœur d'un peuple.

⁴² Hitler fait l'impasse sur l'influence considérable exercée par les philosophes des Lumières sur la Révolution française comme sur celle de Marx et Engels sur la révolution russe ; si le Führer était réellement convaincu de l'inanité de la chose écrite en politique, on se demande alors pourquoi il a pris la peine de rédiger *Mein Kampf* et s'est empressé dès son accession au pouvoir de mettre la presse sous contrôle et d'interdire voire de brûler tous les textes qu'il considérait comme susceptibles de porter préjudice à ses projets ; cf. sur ce même site, T. Feral, *Voyage à travers la littérature nationale-socialiste* ainsi que *500 auteurs maudits par le troisième Reich*.

⁴³ Si l'on s'en remet à ce qu'écrit ici Hitler, l'efficacité révolutionnaire relève donc de l'action spontanée des masses, ce qui sur ce point l'apparenterait aux anarchistes (*Toutes les révolutions [...] se sont accomplies par la spontanéité du peuple* », in P.J. Proudhon, *Les Confessions d'un révolutionnaire*) ; or on sait que, à mesure qu'il va tirer les leçons de l'échec sanglant de son putsch, il va changer d'opinion : *Mein Kampf* est bel et bien censé être le manifeste du Parti national-socialiste (voir sur ce site *Lire Mein Kampf*), ce qui le rapproche des communistes orthodoxes (« *Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire* », in Lénine, *Que faire ?*) ; du reste, ne confiera-t-il pas à Hermann Rauschning : « *J'ai beaucoup appris du marxisme, et je ne songe pas à m'en cacher [...]. Ce qui m'a instruit chez les marxistes, ce sont leurs méthodes [...], les cellules d'entreprises, les cortèges massifs, les brochures de propagande rédigées spécialement pour la compréhension des masses. Tous ces nouveaux moyens de la lutte politique ont été presque entièrement inventés par les marxistes* » (*Hitler m'a dit*, Paris, Coopération, 1939, pp. 211-212).

⁴⁴ Hitler dit textuellement : « *limonadige Ergüsse ästhetisierender Literaten und Salonhelden* ».

⁴⁵ « *Hammerschlägen ähnlich* » ; l'image renvoie au mythique « *Mjöllnir* », le marteau avec lequel Thor, dieu germanique de l'orage et de la fertilité, protégeait les hommes des forces du chaos. Emblème des organisations ultranationalistes et racistes jusque vers 1910, le « marteau de Thor » sera finalement remplacé par la Croix gammée. À noter que, en 1904, le journaliste et écrivain Theodor Fritsch (1852-1933) — auteur du *Manuel de la question juive* (*Handbuch der Judenfrage*) et traducteur en allemand des *Protocoles des Sages de Sion* et du *Juif international* d'Henry Ford —

Par contre, celui auquel cette passion fait défaut et dont la bouche reste cousue, celui-là n'a pas été choisi par le ciel pour proclamer sa volonté.

Que chacun de ces scribouillards veuille bien en conséquence rester devant son encrier à bricoler ses « théories » si son entendement et ses aptitudes se limitent à cela ; mais il n'est ni né ni élu pour être un meneur.

C'est pourquoi un mouvement qui poursuit de grands desseins doit obligatoirement avoir le souci de ne pas se couper des masses populaires.

Ce doit être là l'angle prioritaire sous lequel il doit examiner toute question et il ne saurait être de décision qui ne soit prise dans cette perspective.

Il lui faut en outre éviter tout ce qui pourrait amoindrir ou ne serait-ce que fragiliser sa capacité d'action sur la masse, non pas pour des raisons « démagogiques » mais tout simplement en se rendant à l'évidence qu'aucune grande idée — aussi sublime et généreuse qu'elle paraisse — ne pourra se concrétiser sans ce puissant catalyseur que représentent les masses populaires.

C'est à la dure réalité, et à elle seule, qu'il appartient de déterminer la voie qui conduit au but ; chercher à éviter les chemins désagréables revient trop souvent en ce monde à renoncer au but ; que ce soit volontairement ou non.

À partir du moment où, en se parlementarisant, le mouvement pangermaniste mit le paquet sur son activité dans l'hémicycle au lieu de se consacrer au peuple, il brada l'avenir en contrepartie de quelques piètres succès temporaires.

En faisant le choix du combat le plus facile, il devint par là même indigne de la victoire ultime.

Cette question, je n'ai manqué de la retourner sous tous ses aspects alors que j'étais à Vienne, considérant que son incompréhension était une des causes principales de l'effondrement du mouvement qui, à l'époque, était à mes yeux tout désigné pour prendre en main les destinées de la communauté germanique.

Les deux premières fautes qui provoquèrent l'échec du mouvement pangermaniste étaient apparentées l'une à l'autre. Le manque de connaissance des forces pulsionnelles qui président aux grandes révolutions entraîna une mésestimation de l'importance des masses populaires ; il en résulta le faible intérêt pour la question sociale, l'insuffisance voire l'inexistence des efforts pour s'emparer de l'âme des strates inférieures de la nation, le tout étant — cela va de soi — favorisé par la parlementarisation.

Si l'on avait eu conscience de la puissance inouïe dont la masse peut faire montre à tout moment en tant que vivier de résistance révolutionnaire, on aurait travaillé à une stratégie différente du point de vue social ainsi qu'en matière de propagande. On se serait alors positionné non pas par rapport au Parlement mais par rapport à l'usine et à la rue.

Mais la troisième faute s'origine elle aussi dans la méconnaissance de la valeur à accorder à la masse, laquelle, une fois mise en branle par des esprits supérieurs dans une direction déterminée, agit comme le volant qui entraîne la machine et donne à la force de l'attaque son mordant et sa constance régulière.

Le difficile combat que le mouvement pangermaniste livra contre l'Église catholique ne saurait avoir d'autre explication que le manque d'intelligence pour les schèmes constitutifs de l'âme du peuple.

Les causes de la violente attaque du nouveau parti contre Rome furent les suivantes :

avait publié sous le pseudonyme de Fritz Thor un pamphlet antisémite intitulé *Coups de marteau* (*Hammer-Schläge*, Leipzig, Hammer-Verlag).

Dès que la Maison des Habsbourg eut pris la décision irrévocable de transformer l'Autriche en un État slave, on eut recours à tous les moyens paraissant appropriés pour concrétiser cette orientation. Même les institutions religieuses furent sans le moindre scrupule mises au service de la nouvelle « doctrine d'État » par cette famille régnante dépourvue de conscience morale.

L'utilisation des diocèses tchèques et de leurs prêtres ne fut qu'un des nombreux moyens pour aboutir à une slavisation généralisée de l'Autriche.

Les choses se passèrent grosso modo ainsi :

Affectés dans des paroisses purement allemandes, des prêtres tchèques — n'hésitant pas à faire passer lentement mais sûrement les intérêts de la communauté ethnique tchèque avant les intérêts de l'Église — s'érigèrent en chevilles ouvrières du processus de dégermanisation.

Face à un tel procédé, le clergé allemand fut malheureusement loin d'être à la hauteur. Non content de s'avérer totalement inefficace à mener un combat analogue dans une optique allemande, il fut également incapable d'organiser la résistance nécessaire contre les attaques adverses. C'est ainsi que, tant en raison d'une utilisation pervertie de la religion que faute d'une riposte appropriée, la germanité fut progressivement mais sans cesse contrainte de refluer.

Si cela se passa à petite échelle comme je viens de le décrire, la situation ne fut hélas guère différente au plus haut niveau.

Là encore, l'offensive antiallemande des Habsbourg ne rencontra pas la résistance qui s'imposait, surtout de la part du haut clergé, et la défense même des intérêts allemands se vit en tout point reléguée au second plan.

L'impression générale était indiscutablement que les ecclésiastiques catholiques se rendaient en la circonstance coupable d'une grave violation des droits des Allemands.

En agissant de la sorte, l'Église ne pouvait que donner le sentiment que, non contente de n'éprouver aucune empathie pour la communauté allemande, elle commettait de surcroît l'injustice d'épouser la cause de ses ennemis. À en croire notamment Schönerer, l'origine de tout le mal résidait dans le fait que les instances dirigeantes de l'Église catholique ne se trouvaient pas en Allemagne et que cela conditionnait déjà en soi son attitude malveillante envers tout ce qui concernait notre entité ethnique.

Dans un tel contexte, les problèmes dits culturels — comme c'était alors pratiquement toujours le cas en Autriche — étaient pour ainsi dire complètement remisés à l'arrière-plan. Ce qui déterminait l'attitude du mouvement pangermaniste envers l'Église catholique, c'était bien moins la position de celle-ci par exemple à l'égard de la science, etc..., que son manque d'ardeur à défendre les droits des Allemands et à l'inverse son acharnement à prendre fait et cause pour les prétentions et les exigences des Slaves.

Or Georg Schönerer n'était pas homme à faire les choses à moitié. Il engagea le combat contre l'Église avec la conviction que c'était là l'unique solution pour sauver la communauté raciale allemande. Le « Mouvement de rupture avec Rome »⁴⁶ semblait être le moyen d'attaque le plus puissant pour démanteler le bastion ennemi, mais aussi à n'en pas douter le plus difficile à mettre en œuvre. S'il s'avérait efficace, on viendrait alors à bout de la funeste division religieuse qui existait en Allemagne et

⁴⁶ « *Los-von-Rom-Bewegung* » ; dans le sillage du *Kulturkampf* bismarckien (voir Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, PUF, 2003, pp. 70-72), Schönerer voulait engager la lutte à grande échelle contre le confessionnalisme romain au profit du Luthéranisme et de l'Église « vieille-catholique » opposée aux dogmes de l'Immaculée Conception (1854) et de l'infaillibilité pontificale (1870).

une telle victoire ne pourrait que considérablement renforcer la vitalité du Reich et de la nation allemande.

Seulement ni la prémisse de ce combat ni la conclusion que l'on en espérait n'étaient justes.

Il est indubitable que, en matière de nationalisme et lorsque la germanité était mise en cause, la résistance des ecclésiastiques catholiques appartenant à la communauté allemande était insignifiante par rapport à ce dont étaient capables leurs homologues non-allemands, et notamment tchèques.

De même fallait-il être un parfait ignare pour ne pas réaliser que le clergé allemand n'était pour ainsi dire jamais effleuré par l'idée d'apporter un soutien offensif aux intérêts de la communauté allemande.

Néanmoins ceux qui ne se voilaient pas la face étaient également forcés d'admettre que ce comportement était dû en premier lieu à une particularité dont nous avons, nous tous les Allemands, grandement à pâtir : je veux parler de l'objectivité qui caractérise notre attitude envers notre ethnicité comme envers n'importe quelle autre chose.

Alors que l'ecclésiastique tchèque se positionnait subjectivement à l'égard de sa communauté ethnique et cantonnait son objectivité à l'Église, le prêtre allemand, lui, se dévouait subjectivement à l'Église et restait embourbé dans l'objectivité quand il en allait de sa communauté nationale. Ce phénomène, nous pouvons pour notre malheur l'observer pareillement dans mille autres cas.

Il ne s'agit là absolument pas d'un héritage propre au catholicisme mais d'un mal qui chez nous ronge en peu de temps quasiment n'importe quelle institution, surtout étatique ou spirituelle⁴⁷.

Il suffit de comparer l'attitude adoptée par exemple par nos fonctionnaires face aux tentatives de régénération de notre communauté nationale avec celle qu'adopterait dans un tel cas les agents de la fonction publique de tout autre pays. Croit-on sérieusement que le corps des officiers partout ailleurs dans le monde relèguerait à l'arrière-plan les intérêts de la nation en arguant de son respect de « l'autorité de l'État » comme cela se pratique naturellement chez nous depuis cinq ans⁴⁸ en étant de surcroît considéré comme particulièrement méritoire ? Les deux confessions⁴⁹ n'adoptent-elles pas aujourd'hui — notamment par rapport à la question juive — un point de vue qui fait fi des intérêts nationaux comme des exigences véritables de la religion ? Il suffit de comparer le comportement d'un rabbin juif à l'égard de toutes les questions un tant soit peu importantes pour la juiverie en tant que race avec la manière de procéder de la grande majorité de nos ecclésiastiques, d'une confession comme de l'autre s'entend !

Nous constatons ce phénomène chaque fois qu'il s'agit de défendre une idée abstraite.

« Autorité de l'État », « démocratie », « pacifisme », « solidarité internationale », etc..., voilà autant de notions qui chez nous s'érigent pratiquement toujours en doctrines rigides et en dogmatismes tels qu'il ne saurait être de jugement ayant trait

⁴⁷ « *ideell* » ; je souscris ici à la suggestion de traduction faite par le grand germaniste Edmond Vermeil dans son étude essentielle, *Doctrinaires de la révolution allemande*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, ²1948, p. 222, n. 3.

⁴⁸ Autrement dit depuis l'instauration de la République dite de Weimar (serment de l'armée à la Constitution le 14 septembre 1919) ; au moment où il écrit, Hitler vit en Allemagne depuis onze ans et se considère comme un citoyen allemand ; il renoncera du reste à la nationalité autrichienne l'année suivante ; il sera apatride jusqu'à février 1932 (cf. T. Feral, *Le « Nazisme » en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 74 et 141).

⁴⁹ C'est-à-dire catholique et évangélique.

aux nécessités vitales de l'ensemble de la nation qui n'en soit pas intégralement tributaire.

Cette façon désastreuse de considérer tous les problèmes d'importance à partir d'une opinion préconçue tue toute capacité d'envisager subjectivement une question allant objectivement à l'encontre de ce que stipule la doctrine, ce qui à terme conduit à une complète inversion entre moyen et fin. On s'opposera à toute tentative de soulèvement national pour peu qu'il implique l'élimination préalable d'un gouvernement mauvais et nuisible car cela constituerait une atteinte à « l'autorité de l'État »⁵⁰ ; d'autant que, aux yeux du fanatique de l'objectivité, « l'autorité de l'État » n'est pas un moyen pour aboutir à une fin mais représente en soi la fin qui suffit à combler sa minable existence⁵¹.

Ainsi s'insurgerait-on par exemple avec indignation contre une tentative de dictature — même si elle était l'œuvre d'un Frédéric le Grand⁵² et si les politicards soutenus par la majorité parlementaire en place n'étaient que des nains incapables, voire des créatures inférieures⁵³ — car aux yeux du béni-oui-oui le légalisme démocratique apparaît comme étant plus sacré que la bonne santé⁵⁴ de la nation. Ainsi verra-t-on l'un défendre la pire tyrannie qui ait jamais ruiné un pays du fait qu'elle incarne présentement « l'autorité de l'État », tandis que l'autre s'acharnera contre le gouvernement même le plus salubre dans la mesure où il ne répond pas à son fantasme démocratique.

De même verra-t-on le pacifiste allemand accepter en silence le viol le plus sanguinaire de sa nation — fût-il perpétré par la puissance militaire la plus infâme qui soit⁵⁵ — dès lors que l'unique option pour changer le cours du destin est d'entrer en

⁵⁰ Dans *Le Mythe du XX^e siècle – 1930 (Der Mythos des 20. Jahrhunderts)*, Munich, Hoheneichen-Verlag, 1936, pp. 525 et 527), Alfred Rosenberg critique la conception absolutiste de l'État professée par Hegel („*Die Anschauung Hegels von der Absolutheit des Staates*“) qui aurait abouti à un total mépris du peuple considéré comme « cette composante de l'État qui ignore ce qu'elle veut » („*derjenige Teil des Staates, der nicht weiß, was er will*“) ; d'où le révolutionnarisme des masses. Pour Rosenberg, « l'autorité de l'État » („*Staatsautorität*“) doit céder le pas à « l'autorité de l'essence raciale de la communauté populaire » („*der Volkheit Autorität*“) ; et d'ajouter : « Quiconque n'en convient pas est un ennemi de la communauté raciale populaire, quand bien même s'agirait-il de l'État lui-même » („*Wer das nicht zugesteht, ist ein Feind des Volkes, und sei es der Staat selber*“).

⁵¹ Cf. A. Rosenberg, *ibid.*, p. 526 : « Pour nous, l'État a aujourd'hui cessé d'être une idole souveraine devant laquelle tous devraient ramper ; l'État n'a rien d'une fin en soi et il n'est qu'un moyen pour perpétuer la communauté raciale populaire » („*Der Staat ist uns heute kein selbständiger Götze mehr, vor dem alle im Staube zu liegen hätten; der Staat ist nicht einmal ein Zweck, sondern er ist auch nur ein Mittel zur Volkserhaltung*“).

⁵² Cf. note 19.

⁵³ « *minderwertige Subjekte* ».

⁵⁴ « *Wohlfahrt* » ; en mai 1933, le régime nazi créa la *nationalsozialistische Volkswohlfahrt (NSV)*, une organisation comptant un million de bénévoles chargés de « veiller au bien-être » de la population, notamment en lui imposant des règles d'hygiène drastiques (cf. T. Feral, *Le National-socialisme ; vocabulaire et chronologie*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 81-82) ; à noter que la NSV ne se souciera jamais du sort des personnes touchées par des affections neurologiques ou psychiatriques (cf. *Médecine et nazisme*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 21-30).

⁵⁵ Sous-entendu la France ; dans les années vingt, l'occupation de la Rhénanie par les troupes coloniales françaises déclencha une vaste campagne insistant notamment sur les sévices sexuels auxquels serait soumise la population féminine (cf. le film *La Honte noire/Die schwarze Schmach* réalisé en 1921 par Carl Boese qui attachera ultérieurement son nom au troisième Reich) ; le président social-démocrate de la République de Weimar, Friedrich Ebert, protestera contre cette « utilisation de troupes noires de la plus basse culture » en tant qu'« atteinte aux lois de la civilisation européenne », et le ministre social-démocrate des Affaires étrangères, Adolf Köster ; dénoncera « le danger sanitaire que fait peser sur l'Allemagne et l'Europe le recours à ces cinquante mille hommes de race étrangère » ; voir notamment à ce propos Jean-Yves Le Naour, *La Honte noire : l'Allemagne et les troupes coloniales françaises*, Paris, Hachette, 2004.

résistance, autrement dit d'en passer par la violence⁵⁶, car cela serait contraire à l'esprit de sa Société pour la paix⁵⁷. Le socialiste internationaliste allemand a beau être dépouillé par le reste du monde au nom de la solidarité, il fait systématiquement montre d'une sollicitude fraternelle et ne pense pas plus à réclamer un quelconque dédommagement qu'à protester, et ce justement parce qu'il est — Allemand⁵⁸.

S'il est vrai que cela est d'une grande tristesse, vouloir changer les choses impose néanmoins que l'on sache préalablement de quoi il retourne.

Le peu d'enthousiasme mis par une bonne partie des ecclésiastiques allemands à défendre les intérêts de leur communauté relève du même processus.

Il ne faut y voir ni la manifestation d'une quelconque malveillance ou mauvaise volonté en soi, ni la conséquence disons d'ordres « venus d'en haut » ; par contre, cette absence de détermination à défendre l'intérêt national nous paraît résulter tant d'une éducation déficiente aux valeurs de la germanité dès la prime jeunesse que d'une complète inféodation à une idée idolâtrée.

L'éducation à la démocratie, au socialisme internationaliste, au pacifisme, etc..., est une éducation à tel point rigide et exclusive — et par conséquent, de chacun de ces points de vue, si purement subjective — que l'image générale que l'on se fait du monde extérieur se trouve elle aussi sous l'emprise des idées dont elle se gargarise, alors que son attitude vis-à-vis de la germanité, et ce depuis la prime jeunesse, s'est bornée à être strictement objective. C'est ainsi que le pacifiste, en se dévouant subjectivement corps et âme à sa doctrine, commencera toujours par se revendiquer du droit objectif, quand bien même sa communauté raciale (dans la mesure où il est Allemand) serait-elle injustement et gravement menacée, et jamais il ne rejoindra son troupeau par pur instinct de conservation afin de combattre dans ses rangs.

À quel point cela s'applique également aux différentes confessions, ce qui suit est de nature à le montrer :

Par définition, le protestantisme défend mieux les intérêts de la germanité, étant donné que cela est inhérent à sa genèse et à ses traditions ; mais il flanche dès l'instant où cette défense des intérêts nationaux devrait intervenir dans un domaine soit qui ne cadre pas avec l'orientation générale de sa conception du monde et de son évolution traditionnelle, soit qu'il proscrit pour une raison quelconque.

Le protestantisme interviendra donc toujours en faveur de la germanité dès qu'il sera question d'intégrité morale ou du renforcement de la conscience nationale, de la défense de l'âme allemande, de la langue allemande et aussi de la liberté allemande, du fait que tout cela est solidement ancré en lui ; mais il livre un combat sans merci contre toute velléité de sauver la nation de l'étreinte de son ennemi le plus mortel, du fait que son attitude envers la juiverie est pour ainsi dire plus ou moins prédéfinie par sa dogmatique. Or c'est justement là le problème qu'il importe prioritairement de

⁵⁶ Comme l'avait fait dans la Ruhr Albert Leo Schlageter, fusillé par l'armée française le 26 mai 1923 ; cf. T. Feral, *Le « Nazisme » en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 53.

⁵⁷ Voir Sophie Lorrain, *Des Pacifistes français et allemands, pionniers de l'entente franco-allemande (1870-1925)*, Paris, L'Harmattan, 1999, ainsi que Marie Antoinette Marteil, *Bertha von Suttner (1843-1914)*, Paris, L'Harmattan, 2014 ; cf. également Kurt Tucholsky, *Bonsoir révolution allemande* (préface de Jean-Michel Palmier), Grenoble, PUG, 1981, et Leonhard Frank, *À gauche à la place du cœur* (préface de Dieter Welke), Grenoble, PUG, 1992.

⁵⁸ Il est permis d'avancer que Hitler vise ici deux de ses bêtes noires qui seront ultérieurement traquées, vouées à l'autodafé et à l'exil : le philosophe Friedrich Wilhelm Förster (1869-1966) et le président de la Ligue des droits de l'Homme Hellmut von Gerlach (1866-1935) qui, depuis l'occupation de la Ruhr en janvier 1923, n'avaient cessé de critiquer toute attitude de résistance — active comme passive — et de réclamer que soit donnée satisfaction aux exigences économiques de l'Entente en raison de la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale (voir Sophie Lorrain, *Des Pacifistes français et allemands...*, op. cit., pp. 200-202).

résoudre pour que toutes les tentatives à venir de renaissance ou de révolution allemande ne soient pas et ne demeurent pas totalement absurdes et impossibles.

J'eus durant ma période viennoise tout loisir et mainte occasion d'examiner cette question sans parti pris et pus par là même au quotidien constater des milliers de fois combien cette manière de voir était juste.

Dans ce foyer de convergence des nationalités les plus diverses, il apparaissait aussitôt clairement que seul le pacifiste allemand s'attache constamment à considérer objectivement les intérêts de sa nation, alors que ce n'est jamais le cas du Juif vis-à-vis du peuple juif ; que seul le socialiste allemand est « internationaliste » dans un sens qui lui interdit de réclamer que justice soit rendue à son propre peuple autrement qu'en se lamentant et en pleurnichant auprès de ses camarades de l'Internationale, ce que ne fait jamais le Tchèque ou le Polonais, etc... ; bref, je pris dès cette époque conscience que notre malheur n'est que partiellement dû à ces doctrines mais qu'il provient pour l'essentiel d'une totale déficience de notre éducation à notre propre ethnicité, et de l'insuffisance de dévouement à sa cause que cela engendre.

Par la même se trouvait réfutée la première justification théorique du combat du mouvement pangermaniste contre le catholicisme en soi.

Qu'on éduque dès la prime jeunesse le peuple allemand à reconnaître exclusivement les droits de sa propre ethnicité, qu'on cesse de polluer le cœur des enfants avec notre maudite « objectivité » pour les choses concernant la préservation de notre moi, et on verra alors sans tarder (à condition d'avoir un gouvernement qui défende radicalement l'intérêt national) que — à l'instar de ce qui se passe en Irlande, en Pologne et en France — le catholique en Allemagne ne manquera pas de toujours se comporter en Allemand.

La preuve la plus impressionnante en a été fournie lors de cette période qui pour la dernière fois a amené notre communauté raciale à comparaître devant le tribunal de l'Histoire pour un combat à mort afin de protéger son existence.

À l'époque, tant que les meneurs ne lâchèrent pas prise⁵⁹, le peuple a rempli ses obligations et accompli son devoir de façon grandiose. Que ce soit le pasteur protestant ou le curé catholique, c'est main dans la main que tous deux contribuèrent à soutenir notre capacité de résistance, sur le front certes, mais plus encore au sein de la population. Durant ces années, et particulièrement dans les premiers temps de l'embrasement, il n'exista véritablement pour les deux camps rien d'autre qu'un empire allemand soudé⁶⁰ et de caractère sacré, pour l'existence et l'avenir duquel chacun invoquait son ciel à lui.

Le mouvement pangermaniste autrichien aurait naguère dû se pencher sur la question : la perpétuation de la germanité en Autriche est-elle ou non compatible avec la foi catholique ? Si c'était oui, alors le parti politique n'avait pas à se mêler des problèmes religieux ou confessionnels ; mais si c'était non, alors cela ne pouvait que relever d'une réforme religieuse et en aucun cas d'un parti politique.

Celui qui croit qu'il est possible d'aboutir à une réforme religieuse par le biais d'une organisation politique ne fait que montrer qu'il n'a pas la moindre notion des mécanismes de la pensée religieuse, de ce que représentent les dogmes, et de ce que cela implique pour les Églises.

⁵⁹ Voit Jean-Marie Argelès et Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Paris, Messidor / Éditions sociales, 1987, pp. 11-32.

⁶⁰ Alliance de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Il est réellement impossible de servir deux maîtres. C'est pourquoi je considère la fondation ou la destruction d'une religion comme un acte d'une tout autre ampleur que la fondation ou la destruction d'un État, et a fortiori d'un parti.

Et que l'on ne vienne surtout pas nous raconter que les attaques susmentionnées ne firent que riposter à des attaques émanant de l'autre bord !

Il est indéniable qu'il s'est trouvé en tout temps des individus dénués de conscience morale qui ne se sont pas privés de faire de la religion l'instrument de leurs magouillages politiques (car c'est pratiquement toujours exclusivement de cela dont il s'agit avec de tels lascars) ; mais il est tout aussi indéniable que ce serait une erreur de rendre la religion ou même une confession responsable pour une bande de crapules qui s'en servent abusivement, de la même façon qu'ils n'auraient à coup sûr aucun scrupule à mettre n'importe quoi d'autre au service de leurs bas instincts.

Rien ne saurait plus satisfaire ces propres à rien et fainéants qui siègent au Parlement que de se voir ainsi offrir l'occasion, tout au moins a posteriori, de justifier leurs combines politiques. De fait, dès qu'on rend la religion — ou une confession — responsable de la vilénie de l'un d'entre eux et qu'on se sert de ce prétexte pour en faire le procès, voilà notre tartuffe qui aussitôt se lance dans un concert de vociférations, appelant chacun à témoigner du bien-fondé de la manière dont il a agi jusque-là et du fait que c'est exclusivement à lui et à son éloquence qu'il convient de savoir gré du sauvetage de la religion et de l'Église. Abasourdis par ses braillements, nos contemporains — qui sont aussi bêtes qu'ils ont la mémoire courte — n'ont alors généralement pas conscience que c'est lui le véritable instigateur de tout ce grabuge, à moins que cela ne leur soit complètement sorti de la tête ; et c'est ainsi que notre crapule finit par parvenir à ses fins.

Que cela n'ait rien à voir avec la religion, un tel renard pétri de ruse le sait parfaitement ; et il va donc d'autant plus rigoler sous cape que son adversaire — certes honnête mais maladroit — non seulement a perdu la partie mais en vient un jour ou l'autre, désespérant de la bonne foi de l'humanité, à carrément jeter l'éponge. Ajoutons qu'il serait également parfaitement injuste, partant d'un autre point de vue, de rendre la religion en tant que telle — ou même l'Église — responsable pour des fautes commises par des individualités. Il suffit de comparer la grandeur de l'institution religieuse telle qu'elle se présente à nos yeux avec l'imperfection généralement caractéristique du commun des mortels, et l'on sera contraint d'admettre que le rapport bien-mal est nettement à son avantage. Il est incontestable qu'il existe parmi les prêtres des individus qui se servent de leur sacerdoce uniquement pour assouvir leurs ambitions politiques et qui, dans le combat politique, vont même jusqu'à oublier d'une façon souvent plus que regrettable qu'ils devraient être les défenseurs d'une vérité supérieure et non les promoteurs du mensonge et de la calomnie ; cependant, pour un seul de ces individus indignes, on trouve un bon millier d'honnêtes ecclésiastiques dévoués sans faille à leur mission et qui, en notre époque aussi fourbe que dépravée, émergent comme des îlots dans le marécage où nous sommes embourbés.

Pas plus que je condamne ni ne suis autorisé à condamner l'Église en tant que telle quand un sujet dévoyé vêtu d'une soutane se livre à un acte portant honteusement atteinte aux mœurs, pas plus je m'y autorise quand un autre, se dissociant du grand nombre, souille et trahit son ethnicité en ces temps où de toute façon cela se produit quasi quotidiennement⁶¹. Il convient en effet, particulièrement de nos jours, de ne pas

⁶¹ Soucieux de ne pas heurter les chrétiens des deux confessions (63% des Allemands se réclamaient de la foi évangélique, 33% du catholicisme), Hitler reste très prudent dans sa démarche vis-à-vis des Églises ; encore le 23 mars 1933 (vote de la loi sur les pleins pouvoirs), il affirmera devant le

oublier que, pour un seul de ces Éphialtès⁶², on trouve des milliers d'ecclésiastiques dont le cœur saigne au spectacle du malheur qui frappe leur communauté raciale et qui, à l'instar des meilleurs de notre nation, appellent ardemment de leurs vœux la venue de l'heure où le ciel nous sourira enfin de nouveau.

Toutefois, à celui qui rétorque qu'il ne s'agit pas en l'occurrence de broutilles faisant partie du quotidien mais bel et bien de questions relevant du principe de véracité et de teneur dogmatique, il est impératif de répliquer :

Si tu te crois élu par le destin pour proclamer la vérité, fais-le ; cependant aie alors aussi le courage de ne pas le faire en te servant d'un parti politique — ce qui relève là encore du magouillage — mais en substituant au pire actuel ce que tu penses être susceptible de construire un avenir meilleur.

Si le courage te fait défaut pour mener à bien cette entreprise ou si tu n'as pas une vision précise de ce que doit être cet avenir meilleur, alors bas les pattes ; mais en tout cas, ne te dissimule pas derrière un parti politique pour tenter d'obtenir ce que tu n'as pas l'aplomb de réaliser à visage découvert.

Les partis politiques n'ont pas à fourrer leur nez dans les questions religieuses tant que celles-ci ne s'avèrent pas nuisibles à notre communauté raciale populaire et ne minent pas les mœurs et les valeurs morales propres à notre race ; de même faut-il se garder de pratiquer l'amalgame entre la religion et les combines politiciennes des partis.

Lorsque des dignitaires des Églises se servent des institutions ou même des doctrines religieuses pour porter préjudice à leur entité ethnique, il convient de ne pas leur emboîter le pas en cherchant à lutter avec les mêmes armes.

Le guide politique se doit de toujours considérer les doctrines et les institutions religieuses de sa communauté raciale populaire comme intangibles ; sinon qu'il renonce à la politique et se fasse réformateur s'il en a la trempe !

Toute autre attitude conduirait, surtout en Allemagne, à une catastrophe.

En étudiant le mouvement pangermaniste et sa bataille contre Rome, j'en vins — dès cette époque et plus encore dans les années ultérieures — à acquérir la conviction suivante : le peu de compréhension de ce mouvement pour l'importance de la question sociale lui fit perdre le soutien des masses populaires, les seules à posséder un réel potentiel combatif ; son entrée au Parlement le vida de sa vitalité et lui inocula toutes les faiblesses propres à cette institution ; sa lutte contre l'Église catholique lui attira de très nombreuses antipathies, tant chez les gens de petite condition qu'auprès de la classe moyenne, et le frustra par là même de l'appui d'innombrables éléments comptant au nombre des meilleurs que possédait la nation.

Le résultat pratique du *Kulturkampf* autrichien⁶³ fut quasi nul.

Sans doute réussit-on à soustraire à l'Église une centaine de milliers de ses ouailles, toutefois sans qu'elle en ait été pour autant particulièrement affectée. Elle ne se donna du reste en l'occurrence même pas la peine de verser quelques larmes sur ces « brebis » perdues ; en effet, elle n'avait perdu là que ce qui intrinsèquement n'était plus sa pleine propriété depuis longtemps. Ce fut toute la différence entre la nouvelle Réforme et celle de jadis⁶⁴ : alors que jadis c'était une bonne partie de la

Reichstag sa volonté de respecter leurs droits et d'assurer « un retour véritable et profond à la vie religieuse » ; le discours changera fin 1936 (cf. les articles de Joseph Rovin et Gérard Schneilin in *État et société en Allemagne sous le IIIe Reich*, Paris, Sorbonne nouvelle, 1997).

⁶² Éphialtès de Trachis qui, en 480 av. J.-C., trahira les Spartiates au profit des Perses lors de la bataille des Thermopyles.

⁶³ Voir note 46.

⁶⁴ C'est-à-dire la Réforme lancée par Martin Luther avec ses 95 thèses de Wittenberg (31 octobre 1517).

fine fleur de l'Église qui s'était détournée d'elle par intime conviction religieuse⁶⁵, il ne s'agissait maintenant plus que d'individus inconsistants qui la quittaient, et ce par « pur calcul » politicien.

Or c'est précisément du point de vue politique que le résultat fut tout aussi ridicule qu'attristant.

Une fois de plus, un mouvement prometteur, susceptible d'assurer le salut de la nation allemande, s'était écroulé parce qu'il n'avait pas été dirigé avec le radicalisme pragmatique indispensable et s'était au contraire fourvoyé en se mêlant de questions qui ne pouvaient que conduire à sa désintégration.

En tout cas une chose est certaine :

Le mouvement pangermaniste n'aurait à coup sûr jamais commis cette erreur s'il avait été doté d'un tant soit peu de compréhension pour le psychisme des masses. Si ses dirigeants n'avaient pas ignoré que, pour parvenir à s'imposer, on ne doit jamais — et ce par pure tactique psychologique — désigner à la masse plusieurs adversaires à la fois du fait que cela entraîne irrémédiablement une complète dispersion de son potentiel combatif, le mouvement pangermaniste se serait conséquemment borné à concentrer ses attaques sur un adversaire unique. Il n'y a rien de plus dangereux pour un parti politique que de se laisser conduire dans ses décisions par ces aventuristes qui s'embarquent dans tout sans jamais être capables de concrétiser quoi que ce soit.

Quelle que soit l'ampleur des critiques auxquelles pourrait être soumise chacune des confessions, le parti politique ne doit en aucun cas perdre de vue le fait que, au regard de ce que nous apprend l'Histoire jusqu'à nos jours, jamais encore un parti purement politique n'a, dans des conditions similaires, réussi à aboutir à une réforme religieuse. On n'étudie pourtant pas l'Histoire pour ne pas se souvenir de ses enseignements alors même qu'il conviendrait de les mettre en pratique ou pour estimer que, les temps ayant changé, ses vérités immémoriales seraient surannées ; on apprend d'elle tout au contraire ce qu'il y a justement lieu de mettre en œuvre pour le présent. Que celui qui n'est pas capable de faire cela ne se figure pas qu'il est un guide politique ; il n'est en vérité qu'un pauvre type insignifiant, quoique la plupart du temps imbu de sa personne, et son déploiement de bonne volonté ne saurait excuser l'incompétence dont il fait preuve sur le plan pratique.

En général, l'art de tous les meneurs de peuples de réelle envergure — et ce quelle que soit l'époque considérée — consiste prioritairement à ne pas disperser l'attention du peuple mais au contraire à toujours la concentrer sur un adversaire unique⁶⁶. Le magnétisme exercé par un mouvement sera d'autant plus intense et sa puissance de choc d'autant plus redoutable que la volonté combative d'un peuple sera mobilisée de façon homogène. Il ressort du génie d'un grand meneur de faire passer des adversaires même de nature très différente comme appartenant à une seule et même catégorie⁶⁷ car la désignation de multiples ennemis ne peut que trop facilement conduire les caractères fragiles et indécis à se mettre à douter de leur propre droit.

Dès l'instant où la masse fluctuante se voit en lutte contre trop d'ennemis, voilà qu'aussitôt intervient l'objectivité et que se pose la question de savoir si ce sont réellement tous les autres qui sont dans leur tort et à quel titre le monopole de ce qui est juste appartiendrait à notre communauté ethnique ou à notre mouvement.

C'est par là que débute la paralysie de ses forces. Il est par conséquent indispensable de toujours mettre dans le même sac une multiplicité d'adversaires de

⁶⁵ Cf. l'étude de la germaniste Annick Sibué, *Luther et la Réforme protestante*, Paris, Eyrolles, 2011.

⁶⁶ Hitler reprend ici Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, 1895, II – 3.

⁶⁷ Cf. *Penser le nazisme*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 64-66.

toutes sortes afin que la masse de nos partisans ait le sentiment de combattre un ennemi unique. Cela renforce leur foi en leur propre droit et exacerbe leur animosité envers celui qui s'y attaque.

C'est pour ne pas avoir compris cela que le mouvement pangermaniste fut jadis voué à l'échec.

Le but qu'il s'était fixé était le bon, sa volonté était sincère, mais il s'était trompé de chemin. Il avait tout de l'alpiniste qui n'a d'œil que pour le sommet qu'il veut atteindre ; il s'élance plein de détermination et de fougue sans prendre garde à la voie qu'il emprunte ; obnubilé par le but qu'il s'est fixé, il néglige d'envisager et d'étudier ce que va impliquer son ascension ; et cela se solde par un échec.

C'est à l'antipode que se situait selon toute apparence son grand concurrent, le Parti chrétien-social.

Le chemin qu'il avait pris était judicieusement et adéquatement choisi, pour autant il lui manquait une vision claire du but à atteindre.

Dans pratiquement toutes les affaires d'importance où le mouvement pangermaniste ne se montrait pas à la hauteur, le Parti chrétien-social avait un comportement pertinent et méthodique.

Il avait compris combien il est indispensable de tenir compte de l'importance des masses et il s'assura d'emblée le soutien d'au moins une partie d'elles en mettant ostensiblement l'accent sur son caractère social. En s'attachant essentiellement à conquérir la classe moyenne inférieure et de petit calibre, notamment les artisans, il se constitua une armée de fidèles⁶⁸ aussi dévoués qu'endurants et prêts à se sacrifier. Il évita tout conflit avec les institutions religieuses et se concilia par là même les bonnes grâces de cette puissante organisation que représente indéniablement l'Église. Partant, il n'eut à affronter qu'un seul adversaire véritablement de poids⁶⁹. Il reconnut la valeur d'une propagande à grande échelle et passa virtuose dans l'art d'influer sur les instincts psychiques⁷⁰ de la grande masse de ses partisans.

Qu'il n'en ait pas pour autant été, lui non plus, capable de concrétiser son rêve de sauver l'Autriche fut lié à deux erreurs de trajectoire ainsi qu'à son manque d'une conscience claire du but à atteindre.

L'antisémitisme du nouveau mouvement relevait de la conception religieuse et non de la théorie raciale. La raison qui lui fit commettre cette erreur était la même que celle qui suscita la seconde erreur.

Si le Parti chrétien-social voulait sauver l'Autriche, il lui était interdit — tel était le point de vue de ses fondateurs — de mettre en avant le principe racial du fait que cela ne pourrait à brève échéance qu'entraîner une dissolution générale de l'État. Mais c'est surtout la situation à Vienne qui, de l'avis des dirigeants du parti, exigeait qu'on laisse autant que possible de côté tous les facteurs de division et qu'on mette en revanche le paquet sur tous les aspects fédérateurs.

⁶⁸ « *Gefolgschaft* » ; outre ce sens classique repris du vocabulaire féodal, le terme servira sous le troisième Reich à désigner le personnel d'une entreprise, une cohorte de 200 garçons des jeunes filles hitlériennes, et surtout le strict devoir de se plier au vouloir du *Führer* pour le bien-être de l'Allemagne (cf. T. Feral, *Justice et nazisme*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 10).; faillir à la *Gefolgschaft* était puni d'internement en camp de concentration voire de la peine capitale (*ibid.*, pp. 62-83).

⁶⁹ Le Parti social-démocrate ; cf. John W. Boyer, *Karl Lueger*, Vienne, Böhlau Verlag, 2010, p. 506, note 155 : « [...] la social-démocratie s'est avérée comme étant l'unique antagoniste des Chrétiens-sociaux », extrait du procès-verbal du congrès viennois du Parti social-démocrate autrichien du 9 au 13 novembre 1903

⁷⁰ « *Die seelischen Instinkte* » ; il n'est pas à exclure que Hitler ait repris l'expression du lexique freudien ; voir à ce propos Jean-Philippe Ravoux, *De Schopenhauer à Freud*, Paris, Beauchesne, 2007, p. 69.

À l'époque, Vienne était déjà si fortement infestée d'éléments étrangers, majoritairement des Tchèques, que seule une extrême tolérance en ce qui concernait toutes les questions raciales était à même de les empêcher de se regrouper dans un parti résolument anti-allemand. Si l'on voulait sauver l'Autriche, il était inconcevable de se passer d'eux. On s'attacha donc à séduire surtout les très nombreux petits entrepreneurs tchèques de Vienne en déclarant la guerre au libéralisme manchestérien⁷¹, et l'on crut avoir trouvé là, par-delà toutes les différences existant entre les peuples de la vieille Autriche, un mot d'ordre fédérateur pour combattre le judaïsme⁷² en s'en tenant à des motifs d'ordre religieux⁷³.

Il est évident que batailler sur une telle base ne causait à la juiverie⁷⁴ qu'un souci limité. Dans le pire des cas, une aspersion d'eau baptismale pouvait toujours sauver les Juifs et leurs commerces.

Avec un raisonnement aussi superficiel, on ne parvint jamais à analyser scientifiquement le problème dans sa globalité, et c'est ainsi que l'on finit par rebuter une foule de gens qui n'arrivaient pas à comprendre ce type d'antisémitisme. Dès lors qu'on se refusait à dépasser le stade de la pure attitude affective pour en venir à une approche véritablement scientifique, l'impact mobilisateur de l'idée antisémite concernait presque exclusivement les milieux intellectuellement limités. L'intelligentsia y était fondamentalement hostile. De plus en plus, il apparut qu'il ne s'agissait dans toute cette affaire que d'une tentative de plus pour pousser les Juifs à se convertir, voire que ce n'était là que l'expression d'une certaine jalousie concurrentielle⁷⁵. Mais de ce fait, le combat perdit ce qui lui conférait son caractère éminemment sacré et apparut à nombre de gens — et non des moindres — comme immoral et blâmable. Ce qui faisait défaut, c'était la conviction qu'il s'agissait en l'occurrence d'une question vitale pour l'ensemble de l'humanité et que le destin de tous les peuples non-juifs dépendait de la manière dont on la réglerait.

Cette façon de faire les choses à moitié⁷⁶ réduisit à néant la portée de la campagne antisémite du Parti chrétien-social.

C'était un antisémitisme de façade, à la limite plus dommageable qu'une absence totale d'antisémitisme ; en effet, on se berçait de l'illusion que l'on était en sûreté, on croyait avoir barre sur l'adversaire alors que c'était en réalité lui qui menait la danse.

⁷¹ « d'inspiration judaïque » nous a dit Hitler (cf. page 3 de la présente section) et dont se revendiquait le réformisme social-démocrate ; son théoricien, Eduard Bernstein (1850-1932), ne professait-il pas que « même le principe de la responsabilité économique individuelle, qui semble entièrement conforme à l'esprit du manchestérisme, doit être sauvegardée sous le socialisme » ?

⁷² « *Judentum* » ; Hitler emploie ici le terme dans son acception religieuse (cf. *Christentum* = christianisme), mais d'une façon générale il l'utilisera pour jeter l'anathème sur l'ensemble des Juifs, autrement dit « la juiverie ».

⁷³ Dans la tradition de l'antijudaïsme médiéval d'essence chrétienne dominé par le dogme du juif assassin du Christ (alors que le crucifiement était un mode d'exécution romain appliqué aux étrangers condamnés notamment pour sédition).

⁷⁴ « *Judenheit* », c'est-à-dire la communauté des Juifs (cf. *Christenheit* = la communauté chrétienne) stigmatisée en France sous le terme générique de « juiverie » par Alphonse Toussenel (1803-1885), Edouard Drumont (1844-1917), et dans leur foulée les antisémites du régime de Vichy.

⁷⁵ Cf. Felix Kreissler, *Austriaca*, 57/2004, p. 154. : « [...] les chrétiens-sociaux et les conservateurs catholiques prêchaient une haine antijuive camouflée par des arguments religieux et économiques en vue de l'élimination de la concurrence juive [...] ».

⁷⁶ Karl Lueger se servait d'une façon générale des juifs comme de boucs émissaires auprès des classes populaires, mais il savait aussi mettre la pédale douce quand cela s'avérait utile ; il n'hésitait pas à requérir le soutien de journalistes, banquiers et entrepreneurs juifs, pour mener à bien ses projets politiques ; cf. « L'antisémitisme, nouveau code culturel », in Jacques Le Rider, *Les Juifs viennois à la Belle Époque*, Paris, Albin Michel, 2013.

Mais le Juif eut vite fait de s'accommoder de ce type d'antisémitisme, si bien que sa disparition l'aurait à coup sûr plus affecté que son existence ne le gênait.

Si les sacrifices imposés pour préserver l'État plurinational étaient déjà bien assez lourds en soi, ceux imposés au détriment des intérêts de la communauté germanique le furent encore plus.

Il fallait s'abstenir d'être « nationaliste » si l'on ne voulait pas voir, même à Vienne, le sol se dérober sous ses pieds. En esquivant délicatement cette question, on espérait encore sauver l'État habsbourgeois alors qu'on ne faisait que l'entraîner à sa perte. Toujours est-il que le mouvement en vint ainsi à tarir la puissante source d'énergie qui seule peut à terme fournir à un parti politique sa force motrice endogène. C'est précisément pour cette raison que le mouvement chrétien-social devint un parti semblable à n'importe quel autre.

J'ai à cette époque observé les deux mouvements avec la plus grande attention : pour l'un, porté par les pulsations de mon cœur ; pour l'autre, par admiration envers cet homme hors du commun qui m'apparaissait dès lors comme un virulent symbole de l'ensemble de la communauté germanique d'Autriche.

Lorsque l'imposant convoi funèbre du défunt maire partit de l'hôtel de ville pour rejoindre le *Ring*⁷⁷, je me trouvais moi aussi parmi les centaines de milliers de personnes qui assistaient à cette tragique cérémonie. À ma profonde émotion se mêlait le sentiment que l'œuvre de cet homme n'aurait été, elle aussi, que peine perdue, et ce en raison du sort funeste qui s'acharnait à vouer cet État au déclin. Si le docteur Karl Lueger avait vécu en Allemagne, il aurait à l'évidence rejoint les rangs des grandes figures de notre communauté raciale ; le fait qu'il ait exercé son action dans cet État exécrable fut un malheur pour son œuvre et pour lui-même.

À sa mort scintillaient déjà sur les Balkans les petites flammèches qui de mois en mois allaient se faire toujours plus voraces⁷⁸ ; magnanime, le sort lui épargna le spectacle de ce qu'il avait encore espéré pouvoir empêcher.

Pour ma part, je m'attachai à déterminer les causes de la défaillance du premier mouvement et de l'insuccès du second, et j'en arrivai à la conviction profonde que, même abstraction faite de l'impossibilité définitive de parvenir à une consolidation de l'État dans la vieille Autriche, les erreurs des deux partis furent les suivantes :

Il est indubitable que le mouvement pangermaniste avait une vision pertinente quant au principe d'une indispensable régénération allemande, mais il joua de malheur quant au choix de la voie à suivre. Il était nationaliste, mais hélas pas assez social pour conquérir les masses. Son antisémitisme reposait sur une juste analyse du problème racial et non sur des conceptions religieuses ; par contre, son combat contre une confession bien précise⁷⁹ fut une faute tant factuelle que tactique.

Le mouvement chrétien-social faisait montre d'un réel manque de lucidité quant à la nécessité d'une renaissance allemande, mais il fit preuve d'intelligence et eut la main heureuse quant à la voie qu'il décida de suivre en tant que parti. Il comprit l'importance de la question sociale, mais il fut à côté de la plaque dans sa lutte contre le judaïsme et se méprit complètement quant à la puissance de l'idéologie nationaliste.

Si à sa connaissance clairvoyante des masses le Parti chrétien-social avait associé une vision juste de l'importance du problème racial — parfaitement appréhendée par le mouvement pangermaniste — et s'il avait fini par adopter des positions nationalistes, ou si le mouvement pangermaniste, en plus de sa vision pertinente

⁷⁷ Cf. Chap. 2 / section 1, p. 2, note 2.

⁷⁸ Voir Georges Castellan, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1999.

⁷⁹ Le catholicisme ; cf. p. 23.

quant à la nécessité de régler la question juive et d'exalter l'idéologie nationaliste, s'était inspiré de l'intelligence pratique du Parti chrétien social, et surtout de son attitude face au socialisme, alors aurait surgi ce mouvement dont j'étais déjà à l'époque convaincu qu'il serait parvenu à intervenir avec succès dans les destinées allemandes.

Qu'il n'en a pas été ainsi tint essentiellement à la nature même de l'État autrichien. Du fait que je ne voyais aucun autre parti susceptible de concrétiser mes convictions, je ne pus par la suite me décider à adhérer et à militer dans une des organisations existantes. Je considérai dès lors que l'ensemble de ces mouvements politiques mettaient à côté de la plaque et étaient dans l'incapacité de mener à bien une renaissance nationale radicale et non de surface de la communauté raciale allemande.

Durant cette période, la répugnance que j'éprouvais pour l'État habsbourgeois ne fit que s'amplifier.

Plus je me mis à m'intéresser plus spécifiquement aux questions de politique extérieure, plus j'acquis la conviction qu'une telle structure étatique ferait irrémédiablement le malheur de la communauté germanique. Je finis par prendre de plus en plus conscience que ce n'était plus ici que se déciderait le sort de la nation allemande, mais au sein même du Reich même. Cela ne concernait pas uniquement les questions de politique générale mais aussi d'une façon générale toutes les manifestations de l'ensemble de la vie culturelle.

En matière d'art et de culture, l'État autrichien présentait tous les symptômes de la léthargie ou tout au moins d'une parfaite insignifiance pour la nation allemande. Ceci valait surtout pour l'architecture. L'architecture novatrice⁸⁰ ne pouvait pas véritablement s'illustrer en Autriche du fait que, depuis l'achèvement du *Ring*, les projets en voie de réalisation à Vienne étaient sans commune mesure avec ce qui se concevait en Allemagne⁸¹.

J'en vins à mener de plus en plus une double vie ; le bon sens et le réalisme m'enjoignaient de poursuivre en Autriche ma formation aussi douloureuse que fructueuse, mais le cœur n'y était plus.

Une insatisfaction toujours plus oppressante s'empara de moi à mesure de ma prise de conscience du vide intrinsèque de cet État et de l'impossibilité de le sauver, mais plus encore en raison de ma certitude que tout ce à quoi il parviendrait, ce serait de faire le malheur de la communauté raciale allemande.

J'avais la conviction que cet État ferait de l'obstruction et mettrait des bâtons dans les roues à tout Allemand possédant une véritable envergure alors qu'il s'ingénierait en revanche à promouvoir toute initiative antiallemande. Le conglomerat racial qui caractérisait la capitale de l'empire autrichien me donnait la nausée, tout comme cet effarant brassage ethnique de Tchèques, de Polonais, de Hongrois, de Ruthènes⁸², de Serbes, de Croates, etc..., sans oublier évidemment l'éternelle bactérie responsable de la désagrégation de l'humanité — des Juifs et encore des Juifs.

La gigantesque cité m'apparaissait comme l'incarnation de l'outrage au sang⁸³.

⁸⁰ Hitler entend par là le style néo-historiciste impulsé en Allemagne notamment par Ernst Eberhard von Ihne (1848-1917) et Paul Tornow (1848-1921).

⁸¹ C'est en effet dans les années 1890, où se sont achevés les travaux sur le *Ring*, que le jeune empereur Guillaume II a lancé un gigantesque programme d'embellissement et de modernisation de Berlin afin d'en faire une des plus prestigieuses villes au monde

⁸² Habitants de la partie subcarpatique de l'Ukraine rattachée à l'Autriche au XVIII^e siècle.

⁸³ « *Blutschande* » ; désignant traditionnellement l'inceste, ce terme sera instrumentalisé par les fanatiques antisémites et racistes pour désigner ce qu'ils considéraient comme relevant de la « profanation raciale » ; il servira sous le troisième Reich à diaboliser et à condamner juridiquement

L'allemand que je parlais durant ma jeunesse était le dialecte que l'on parle également en Basse-Bavière ; je ne pus ni l'oublier ni apprendre le jargon viennois. Plus je séjournais dans cette ville, plus j'éprouvais de haine envers ce conglomérat de populations étrangères à notre race dont la corrosion commençait à s'exercer sur ce haut lieu de la culture allemande.

Voilà pourquoi l'idée que l'on devait s'attacher à prolonger l'existence de cet État me paraissait franchement ridicule.

L'Autriche était à l'époque pareille à une vieille mosaïque dont le ciment rassemblant les tesselles a fait son temps et s'effrite ; tant que ce chef-d'œuvre ne subit aucune atteinte, il peut encore donner l'illusion d'exister, mais il suffit d'un choc pour qu'il vole en mille éclats. La grande question était donc de savoir quand viendrait le choc. Mon cœur ayant toujours vibré pour un Grand Reich Allemand et jamais pour la monarchie autrichienne, l'heure de la désintégration de cet État ne pouvait que m'apparaître comme un prélude à la rédemption de la nation allemande.

C'est pour toutes ces raisons que naquit en moi l'envie toujours plus irrépressible d'aller enfin là vers où me portaient le désir et l'amour secrets qui m'habitaient depuis ma prime jeunesse.

J'avais l'espoir de m'y faire un jour un nom comme architecte et de pouvoir ainsi me dévouer au service de ma nation dans le cadre de la tâche plus ou moins importante que le destin voudrait bien m'assigner.

Mais par-dessus tout, je voulais jouir du bonheur de pouvoir vivre et agir là même d'où viendrait un jour à coup sûr l'accomplissement de mon plus cher et plus ardent désir : le rattachement⁸⁴ de mon pays natal bien-aimé à la patrie commune, le Reich allemand.

Nombreux sont ceux qui aujourd'hui encore ne parviendront à comprendre la signification profonde d'un tel désir, mais je m'adresse à tous ceux auxquels le sort a jusqu'alors refusé ce bonheur⁸⁵ ou les en a frustré avec une brutale cruauté⁸⁶ ; je m'adresse à tous ceux qui, séparés de leur terre maternelle, doivent lutter pour la défense de ce bien sacré qu'est leur langue, qui sont persécutés et martyrisés en raison de leur attachement inébranlable à leur patrie⁸⁷, et qui rêvent avec une vive émotion de l'heure qui les ramènera dans le giron de leur mère qui ne les a pas

les relations sexuelles entre « Aryens » et « non-Aryens », notamment juifs et slaves ; on parlait également de *Sünde wider das Blut* (péché contre le sang), expression reprise du titre d'un best-seller publié en 1917 par Arthur Dinter (cf. sur ce même site : T. Feral, « Le racisme : un obscurantisme », p. 2) ou encore de *Rassenschande* (outrage racial).

⁸⁴ « *Anschluß* ».

⁸⁵ L'article 61 de la Constitution de la République de Weimar proclamée le 11 août 1919 prévoyait à plus ou moins longue échéance un « *Anschluß* de l'Autriche au Reich allemand » ; le traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 imposera à l'Autriche d'être une république à part entière et de renoncer à toute velléité de rattachement à l'Allemagne.

⁸⁶ Par exemple les Allemands des Sudètes qui après le traité de Saint-Germain-en-Laye se retrouvent avec le statut de minorité au sein de la Tchécoslovaquie ; les 200 000 Allemands du Sud-Tyrol qui sont intégrés à l'Italie (Haut-Adige) ; les zones germanophones de Basse-Styrie et Carinthie qui dépendent désormais du Royaume des Serbes, Croates, Slovènes (en 1929, Yougoslavie)...

⁸⁷ Hitler élargit ici son propos à toutes les populations allemandes vivant dans les territoires annexés en application du traité de Versailles (cf. Jean-Marie Argelès et Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, vol. 1, Paris, Messidor / Éditions sociales, 1987, pp. 78-83) ainsi qu'à celles des zones occupées par la France ; sous le troisième Reich fleurira une abondante « littérature » propagandiste dédiée à l'ensemble de cette thématique ; cf. sur ce même site : T. Feral, *Art et littérature du troisième Reich*, pp. 99, 101, 104, 105, 111, 113.

abandonnés⁸⁸ ; c'est à tous ceux-là que je m'adresse et je le sais : ils me comprendront !

Seul celui qui ressent dans sa chair ce que signifie être Allemand sans pouvoir vivre au sein de sa patrie bien-aimée est capable de mesurer l'ardente nostalgie qui en tout temps brûle dans le cœur des enfants séparés de leur terre maternelle. Elle met au supplice ceux qu'elle consume, leur refusant joie et bonheur jusqu'au jour où s'ouvrent enfin les portes du bercail : alors le sang commun trouve paix et sérénité dans le Reich commun.

Vienne fut et resta pour moi l'école la plus dure quoique la plus déterminante de ma vie. J'avais mis les pieds dans cette ville alors que je n'étais encore qu'un adolescent ; lorsque j'en partis, j'étais devenu un homme posé et sérieux. C'est là que j'ai acquis les bases de ma conception générale du monde et en particulier une manière d'envisager la politique que je n'eus ultérieurement qu'à compléter sur quelques points de détail sans jamais avoir à m'en détourner. Il me faut toutefois concéder que ce n'est qu'aujourd'hui que je suis en mesure d'apprécier pleinement la valeur réelle de ces années d'apprentissage d'alors.

La raison pour laquelle j'ai passablement insisté sur cette période, c'est que j'y ai reçu le premier enseignement pratique quant aux questions qui sont primordiales pour ce parti⁸⁹ qui, après des premiers pas plus que modestes, s'apprête à s'imposer, en cinq ans à peine, comme un grand mouvement de masse⁹⁰. J'ignore ce que serait aujourd'hui mon attitude envers le Judaïsme, la Social-démocratie, sans parler du Marxisme dans son ensemble, de la question sociale, etc..., si je ne m'étais pas préalablement constitué durant mes jeunes années un capital d'opinions personnelles sous la pression du destin — et grâce à mon ardeur à apprendre.

Car quand bien même le malheur de notre patrie serait-il de nature à inciter des milliers et des milliers de gens à réfléchir sur les raisons intrinsèques de son effondrement, cela ne pourra jamais déboucher sur cette analyse rigoureuse et cette compréhension en profondeur auxquelles seul est à même d'accéder celui qui, après des années de lutte, est devenu maître de son destin.

— Fin du chapitre 3 —

© Association Amoureux d'Art en Auvergne
Clermont-Ferrand / juin 2015

**Tout emprunt à cette traduction et aux commentaires qui l'accompagnent
est autorisé sous réserve de la mention :**

T. Feral, *Ce que dit réellement Mein Kampf*, www.quatre.com, juin 2015.

⁸⁸ Une fois au pouvoir, Hitler n'aura de cesse d'avancer cet argument pour justifier sa politique d'annexion des territoires où vivaient des minorités allemandes.

⁸⁹ La *NSDAP* (*nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei* = Parti allemand national-socialiste des travailleurs) fondée le 24 février 1920.

⁹⁰ Hitler simplifie à l'extrême ; cf. T. Feral, *Le « Nazisme » en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 30-77.